



SciencesPo.

Centre d'études européennes

Quelles perspectives pour Nabucco et South Stream?

Rapport réalisé pour le :
CONSEIL FRANÇAIS DE L'ÉNERGIE

Sous la direction de Zaki Laïdi
Directeur de recherche
Sciences Po- Centre d'études européennes

Avec la participation de :
Adina Crişan-Revol et Florent Parmentier

Juillet 2010

Sommaire

Synthèse	4
Introduction	7
Nabucco et South Stream, des projets géo- économiques.....	11
Nabucco, le projet européen.....	13
South Stream, le projet russo-italien	17
La place de deux projets dans les relations gazières UE- Russie- États membres.....	23
L'interdépendance gazière UE- Russie- États membres.....	25
La sécuritisation des relations énergétiques UE- Russie- États membres.....	29
La volonté de puissance russe	33
Nabucco et South Stream,	39
des projets concurrents	39
La concurrence sur les ressources	44
La compétition sur le transit.....	52
Les scénarios envisageables	63
L'état d'avancement et les incertitudes des projets.....	65
Les scénarios envisageables	67

Synthèse

Ce travail traite des relations énergétiques entre l'Union européenne (UE) et la Russie, et se concentre sur la réalisation des projets d'infrastructures gazières Nabucco et South Stream. Nous partons de l'hypothèse qu'il existe une *concurrence stratégique* entre l'Union européenne (UE) et la Russie, dont il convient toutefois de définir les formes.

L'idée de *concurrence stratégique* nous permet de montrer les rationalités multiples des acteurs concernés. On ne peut construire de gazoducs dont la faisabilité économique serait incertaine. Néanmoins, il faut également prendre en compte la rationalité politique des acteurs, qui ont une incidence décisive sur la faisabilité des projets, tant au niveau des pays producteurs que de ceux de transit et de consommation. Les autorités russes accordent une place importante à l'énergie comme modalité de retour à la puissance, mais Gazprom est également une entreprise qui cherche à maximiser ses profits grâce aux marchés européens. La rationalité européenne est plus difficile à cerner, dans la mesure où elle comporte différents niveaux de décision : les institutions européennes, les Etats membres et les grandes entreprises n'ont pas ni la même analyse de la situation, ni nécessairement les mêmes intérêts. Différentes DG peuvent considérer les problèmes énergétiques sous des angles différents, et un certain nombre de pays membres participent à la fois à la conception de Nabucco et de South Stream. La différence entre les « grands Etats » (Allemagne, France, Italie) et les pays centre-européens est également marquante, même si ce dernier groupe est très loin d'être homogène. Les pays de transit jouent également un rôle dans la réalisation de ces projets, en favorisant l'un ou l'autre, ou en jouant délibérément sur les deux tableaux.

L'étude de la concurrence stratégique entre un gazoduc de consommateur comme Nabucco et un gazoduc de producteur comme South Stream nous permet de comparer la faisabilité des projets, ainsi que les obstacles auxquels ils font face. Pour étayer notre réflexion, nous avons mené à bien plus d'une centaine d'entretiens à Paris, Budapest, Bruxelles, Moscou, Sofia, Bucarest, Londres, Bakou, Luxembourg, Budapest, Londres, Berlin, Rome, Milan et Istanbul.

Dans le rapport, nous accordons une importance particulière à la concurrence sur les ressources (Russie, Azerbaïdjan et Turkménistan), mais également sur le transit, qui met en exergue l'aspect politique des décisions (au sein même de l'UE, autour de la Caspienne ou pour la Turquie). De ce point de vue, la question de la concurrence ou de la complémentarité

entre les deux projets divise tant les politiques que les experts. A travers nos entretiens, nous avons pu observer l'émergence de plusieurs discours, qui font référence à des conceptions souvent différentes de la sécurité énergétique, à des enjeux et des perceptions géoéconomiques divergents. A titre d'incise, le fait que ces deux projets renvoient à des conceptions différentes ne suffit toutefois pas à justifier la complémentarité ou la concurrence des projets.

Nous proposons en conclusion d'utiliser la méthode des scénarios afin d'élaborer des représentations des différents futurs possibles, ainsi que les voies qui y conduisent : elle permet donc de réduire les incertitudes, à tout le moins de les circonscrire pour nous ramener à des situations plus prévisibles. Nous retenons huit variables qui nous semblent prépondérantes pour comprendre la prise de décision européenne en matière gazière : (1) la transformation du marché du gaz, (2) la demande européenne de gaz à l'horizon 2020, (3) la disponibilité des ressources gazières, (4) le coût des infrastructures, (5) les barrières réglementaires, (6) le rôle des pays de transit, (7) les projets alternatifs et (8) la variable temporelle.

En suivant ce cheminement logique, nous dégageons sept scénarios de faisabilité afin de pouvoir mieux analyser les perspectives des deux projets : Nabucco et South Stream sont tous les deux réalisés ; ni Nabucco ni South Stream ne se réalisent ; Nabucco se réalise, South Stream est abandonné ; Nabucco est réalisé South Stream est retardé ; South Stream est réalisé, Nabucco est abandonné ; South Stream est réalisé, Nabucco est retardé ; fusion de Nabucco et de South Stream. Si le scénario de la fusion est pour l'heure peu crédible, nous plaidons plutôt pour la réalisation des deux gazoducs à terme, Nabucco venant probablement avec un temps d'avance.

Introduction

La politique énergétique européenne a rencontré un intérêt grandissant de la part des décideurs et du grand public. Les termes de « rivalité », de « concurrence », d' « interdépendance », de « sécurité énergétique » pullulent dans les discours sans que le contenu exact ne soit toujours spécifié, ni explicité. C'est en étant conscient de ces lacunes que nous présentons ici une étude sur la concurrence énergétique entre l'UE et la Russie, à travers les exemples de Nabucco et South Stream. Le premier fait partie des projets prioritaires européens depuis 2006 et a pour objectif de réduire la dépendance énergétique de certains Etats membres envers Moscou, en opérant une double diversification des sources d'approvisionnement et des routes de transit. Si l'on suit son tracé sur 3300 km, il devrait rejoindre l'Europe centrale et orientale et contourner le territoire de la Russie. Il partirait très probablement de la Géorgie (l'Arménie semble écartée en raison de ses mauvaises relations avec l'Azerbaïdjan) vers l'Europe centrale. Il marque une certaine inflexion stratégique pour l'UE dans la mesure où celle-ci tente de dépasser son approche précédente, qui s'appuyait avant tout sur un large ensemble de normes régulatrices contenues dans la Charte de l'énergie. Le contenu économique de Nabucco, dominant au départ, s'est doublé d'un projet politique qui s'est affirmé notamment par le biais de la Commission, dont certaines directions générales défendent ardemment le projet. De son côté, le projet russo-italien South Stream doit relier la côte russe de la Mer Noire à l'Italie, selon des trajets qui n'ont pas été définitivement arrêtés et qui se superposent parfois (à vrai dire, le plus souvent) aux pays de transit de Nabucco. La logique de ce projet s'appuie sur un renforcement de la contractualisation des rapports euro-russes, à même de garantir, selon la position italienne, une sécurité des approvisionnements à long terme. Là aussi, la dimension politique est évidente, puisque la Russie aime s'appuyer sur des « partenaires stratégiques » au sein de l'UE, que sont l'Allemagne et l'Italie, ses deux premiers clients en matière gazière, ainsi que dans une moindre mesure la France, qui suit de près le développement de ces deux gazoducs.

L'étude des deux projets et des relations qu'ils entretiennent doivent être placées dans le cadre plus large des relations gazières entre l'UE et la Russie. L' « Union européenne » est ici comprise comme un acteur composite : elle regroupe les États membres, les institutions européennes et les grandes entreprises. Nous préciserons chaque fois que nécessaire le niveau d'analyse pertinent que nous retenons. Pour cette raison, le fait de « parler d'une seule voix »

au niveau de l'UE s'avère difficile. Sans nécessairement concevoir une politique unique, il s'agit de coordonner des politiques nationales à partir de principes communs, d'obtenir un meilleur fonctionnement des marchés de l'énergie, et d'assurer une diversification des sources d'approvisionnement¹. L'adoption de règles communes au niveau interne doit permettre aux Européens de se créer un ensemble de contraintes techniques, mais aussi des réflexes et de codes, visant à faire converger leurs politiques sur le long terme. L'aversion pour le risque des Européens², notamment vis-à-vis du risque de rupture des approvisionnements, les conduit à vouloir exporter leurs normes énergétiques et leurs régulations, à même de contraindre le comportement des acteurs extérieurs. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre la volonté européenne de créer une Communauté de l'énergie dont le but est d'étendre le modèle communautaire basé sur la séparation patrimoniale, la mise en occurrence et l'efficacité énergétique vers les pays du voisinage. Le traité instituant la Communauté de l'énergie³ crée un marché intégré de l'énergie (électricité et gaz) entre l'Union européenne et les parties contractantes, à savoir l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Moldavie, la Serbie, ainsi que la Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo conformément à la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies. Toutefois, force est de constater que cette approche n'est pas nécessairement celle de la Russie, qui cherche à retrouver une place sur l'échiquier international et en premier lieu dans sa proximité géographique, notamment dans le secteur du gaz. L'exploitation des ressources a été re-nationalisée au profit d'un faible nombre d'acteurs capables de participer au financement et au développement de la production, dans les conditions d'un État de droit déficient et d'institutions encore faibles. Le pouvoir politique entend faire de la Russie une « superpuissance énergétique », suscitant ainsi de nombreuses suspicions de tous ceux qui craignent que Gazprom n'aie un pouvoir de marché trop important au sein de l'UE à cause du risque potentiel de monopole, de collusion et/ou d'éventuelle rupture de contrat. A la lumière de ces multiples développements, il convient d'observer la concurrence entre les deux projets sur les approvisionnements et le transit, mais également sur les incertitudes restantes, concernant les contraintes techniques, financières et environnementales.

¹ "An External Policy to serve Europe's Energy Interests". Paper from Commission/SG/HR for the European Council. 2007. Consultable à l'adresse :

www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/reports/90082.pdf

² Zaki Laïdi, ' *Europe as a Risk averse Power A Hypothesis* ', "Garnet Policy Brief Number 11", février 2010

³ Décision 2006/500/CE du Conseil du 29 mai 2006 relative à la conclusion par la Communauté européenne du traité instituant la Communauté de l'énergie.

Méthodologie

Il convient ici de préciser notre démarche basée sur des sources écrites et sur des entretiens avec les différents acteurs du dossier pour connaître les aspects structurels du dossier. En dehors de notre stratégie d'entretiens semi-directifs, qui nous ont conduit à Paris, Budapest, Bruxelles, Moscou, Sofia, Bucarest, Londres, Bakou, Luxembourg, Budapest, Londres, Berlin, Rome, Milan et Istanbul, nous avons été présents aux grandes conférences internationales organisées sur le sujet.

Il nous faut également revenir plus globalement sur l'approche qui sous-tend ce rapport. Les gazoducs, en tant que moyen de transport d'un produit stratégique, ne doivent pas être étudiés uniquement sous le prisme technique ou financier. Nous inscrivons cette recherche sur Nabucco et South Stream dans le cadre de l'économie politique internationale, qui combine l'analyse des relations internationales et celle de l'économie politique. Les différentes dimensions du marché gazier – incluant les réserves, la production, les routes d'exportation, le système de transport et l'organisation générale du secteur – réunissent acteurs privés et publics, du fait de l'importance stratégique du secteur pour le développement économique d'un pays, nous ont amené à suivre une approche géo-économique⁴. Celle-ci traite de l'analyse des stratégies d'ordre économique décidées par les États, les institutions internationales et les grandes entités privées conférant à son détenteur un élément de puissance et de rayonnement international. Il nous faudra analyser des dispositifs géo-économiques, désignant l'ensemble des instruments à la disposition d'un État, susceptibles d'être mobilisés par lui au service de la satisfaction des objectifs. Le but de ce rapport est de donner les clefs d'analyse pour rendre intelligible la concurrence entre les deux projets à court terme et dessiner quelques tendances de plus long terme, tout en sachant que cette concurrence se joue comme une partie d'échecs, où seulement les premiers coups sont prévisibles.

⁴ Pour une définition, voir : Pascal Lorot, « La géo-économie, nouvelle grammaire des rivalités internationales », *L'information géographique*, n°1, 2001, pp.43-52

Nabucco et South Stream, des projets géo-économiques

Les deux projets de gazoducs Nabucco et South Stream ont beaucoup fait parler d'eux depuis la première crise russo-ukrainienne de janvier 2006. A partir de cette date, la sécurité énergétique a été placée en haut de l'agenda politique européen et russe. Les deux projets répondent à l'impératif de sécurité énergétique, mais en utilisant des moyens différents. Selon ses promoteurs, Nabucco devrait apporter 31 gm³ de gaz non- russe sur les marchés européens à l'horizon 2015⁵. La sécurité énergétique de l'UE et de ses Etats membres est-européens devrait être assurée par la diversification des sources et des routes de transit. De son côté, South Stream devrait, selon Gazprom, apporter 63 gm³ de gaz russe sur les marchés européens à partir de décembre 2015. Avec Nord Stream, South Stream s'inscrit dans une politique plus large menée par Gazprom dans le but de partiellement éliminer le risque de transit en établissant des relations directes avec les acheteurs européens. Dans ce contexte, il convient de présenter les principaux enjeux des deux projets.

Nabucco, le projet européen

Le gazoduc Nabucco a été imaginé dès 2002, à l'initiative d'OMV, principale entreprise petro-gazière autrichienne, accompagnée de cinq autres entreprises européennes⁶: RWE, Bulgarian Energy Holding, MOL, Transgaz et BOTAS, qui participent toutes à hauteur de 16.67% dans ce projet. Si Nabucco devait à l'origine relier l'Iran aux consommateurs européens, il se fixe aujourd'hui pour objectif de relier les ressources du bassin caspien et du Proche-Orient à la plate-forme de distribution de Baumgarten an der March en Autriche, en passant par la Turquie, la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie. Ce projet de gazoduc de 3300 km s'est imposé depuis la crise russo-ukrainienne de 2006 comme un projet prioritaire au niveau communautaire. Il devrait transporter annuellement un maximum de 31 gm³, pour un coût total estimé à 7,9 milliards d'euros. Le développement de Nabucco est basé sur l'accord intergouvernemental de 2009 qui garantit l'appui politique des pays de transit, définit un cadre juridique unique et décrit la méthodologie tarifaire de transport, assurant ainsi la stabilité du projet à plus long terme⁷.

⁵ Le gazoduc devrait commencer à 8 gm³ en 2015 pour atteindre sa capacité maximale de 31 gm³ en 2030. Des stations de compression seront progressivement installées pour augmenter sa capacité et arriver à son utilisation maximale.

⁶ Gaz de France a voulu rejoindre le consortium pour devenir partenaire mais s'est vu opposer un veto politique de la part de la Turquie. En février 2008, les actionnaires de Nabucco ont retenu l'électricien allemand RWE comme sixième partenaire du consortium.

⁷ www.nabucco-pipeline.com.

Carte 1 : Trajet du projet Nabucco



Source : www.nabucco-pipeline.com

Nabucco est développé selon un nouveau modèle commercial. Il s'agit d'un gazoduc de consommateurs et non d'un gazoduc de producteur, à l'inverse de ceux construits dans les années 1970 pour apporter du gaz russe en Europe. Nabucco a en effet cette spécificité d'être soutenu par des entreprises qui ne produisent pas elles-même le gaz censé le remplir. Le consortium Nabucco Gas Pipeline International Ltd. (NIC)⁸ agit comme un opérateur de système de transport (TSO) dont la mission est de développer et de construire le gazoduc. Sa mission consiste à offrir des services de transport à des expéditeurs sur la base d'un contrat long terme de type 'ship or pay'. La base contractuelle s'étend sur 15 à 20 ans et les expéditeurs paient pour les capacités réservées, indépendamment de l'utilisation effective.

Le projet Nabucco dispose d'une forte dimension européenne, qui se retrouve aussi bien dans la structure de son actionariat regroupant tous les gaziers de la *Mittel Europa* danubienne que dans les objectifs qu'il poursuit. Nabucco cherche à relever d'importants défis tant au niveau de la sécurité des approvisionnements qu'à celui du fonctionnement du marché intérieur de l'énergie. Le nom donné à ce gazoduc n'est certainement pas anodin ; pour ses promoteurs d'Europe centrale et orientale, il symbolise la liberté et l'indépendance, tel le chœur chanté par les Hébreux prisonniers à Babylone dans l'opéra Nabucco de Giuseppe Verdi. Un double monopole pèse actuellement sur la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie, pays mono-dépendants envers le gaz russe transitant par l'Ukraine. En 2006, la Bulgarie importait plus de 90% de ses besoins en gaz de Russie, la Hongrie plus de 60% et la

Roumanie plus de 25%⁹. Cette situation de double dépendance est aggravée par le manque d'interconnexions gazières entre ces pays pourtant voisins¹⁰. Nabucco permettrait à ces trois pays d'accroître leur sécurité énergétique en diversifiant le risque de transit et celui de l'approvisionnement, en recevant du gaz non-russe transitant par la Turquie. A travers Nabucco, le réseau gazier de ces pays sera modernisé et connecté au réseau européen. En cas de choc externe, des capacités supplémentaires pourront être envoyées depuis le marché européen. De plus, le développement des nouvelles structures de transport visant de nouvelles sources en amont peut *in fine* améliorer le fonctionnement du marché européen du gaz. De ce point de vue, Nabucco contribue au renforcement de la concurrence car différents acteurs peuvent contracter les 50% de Nabucco ouverts au tiers. Il participe à l'amélioration de la liquidité du marché, puisque 10% de sa capacité totale sera affecté à des contrats à court terme¹¹.

Nabucco a changé de finalité en opérant en glissant vers une logique géo-économique. Les entreprises l'ayant imaginé l'ont au départ fait dans une perspective avant tout économique, celle de répondre à la demande croissante en gaz sur le marché européen. Il convenait alors de créer une nouvelle infrastructure gazière permettant au gaz iranien d'être acheminé vers l'Europe. N'étant pas elles-mêmes productrices de gaz, les entreprises du consortium voulaient vendre à travers Nabucco de la capacité de '*shipping*' à des producteurs intéressés à pénétrer sur un marché européen censé s'accroître considérablement. Nabucco a gagné en importance politique après la crise russo-ukrainienne de 2006, lorsqu'il fut inclus au niveau européen dans la liste des projets prioritaires (RTE-E) et que dans le même temps un coordinateur responsable de sa mise en place fut nommé¹². Cependant, Nabucco version 2006 n'a que peu à voir avec Nabucco version 2002, car la logique politique s'est fortement inscrite dans le projet. Soutenu non seulement par l'UE, mais aussi par les Etats-Unis, le projet s'est vu opposer une fin de non-recevoir de la part de Washington en ce qui concerne la question de l'approvisionnement iranien. L'abandon imposé pour des raisons politiques de la piste iranienne comme modalité d'approvisionnement du gazoduc¹³ a rendu sa construction

⁸ Nabucco est développé par la société Nabucco Gas Pipeline International GmbH, fondée en 2004 dont le siège est à Vienne.

⁹ Statistiques du groupe BP.

¹⁰ Depuis la dernière crise russo-ukrainienne, une interconnexion a été construite entre la Roumanie et la Hongrie. Une autre entre la Roumanie et la Bulgarie est en construction.

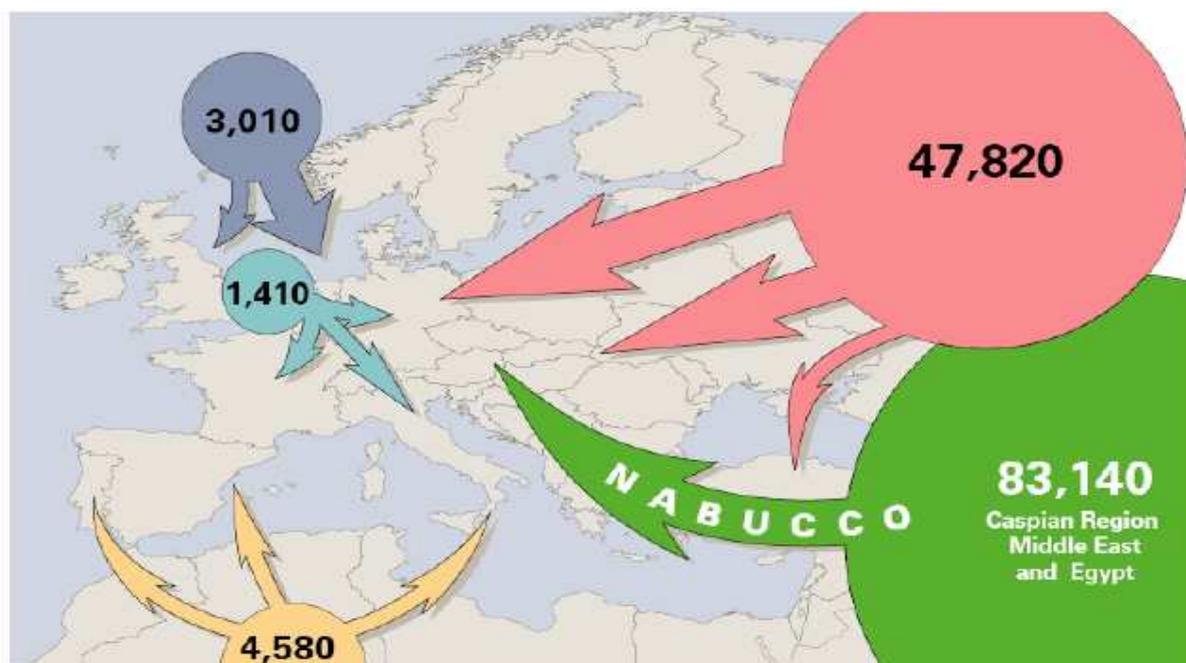
¹¹ www.nabucco-pipeline.com

¹² L'ancien ministre hollandais des affaires étrangères, Jozias van Aartsen occupa le poste jusqu'en février 2009, date à laquelle il démissionna. Joschka Fischer, ancien ministre allemand des affaires étrangères occupe ce poste depuis juin 2009. Cette nomination d'un homme politique de premier rang marque une forte volonté politique de faire aboutir Nabucco.

¹³ Abandon imposé à court terme. L'évolution à long terme dépend de la situation politique en Iran.

beaucoup plus difficile, car il faut chercher d'autres sources potentielles afin de remplir les 31 milliards de m³ de Nabucco et assurer sa compétitivité économique aux yeux des investisseurs. Consciente de cette évolution du projet, la Commission européenne a cherché à dépolitiser le projet en l'incluant dans le Corridor Sud, une « *analogie moderne de la route de la soie, une voie pour le transport des matières premières énergétiques de la région de la mer Caspienne à destination de l'Europe* »¹⁴. Nabucco ne devient dès lors qu'une composante de ce corridor avec l'Interconnecteur Turquie- Grèce- Italie (ITGI), le White Stream et le Trans-Adriatic Pipeline (TAP). Le Corridor Sud et ses gazoducs ouvrent l'accès à plus des ressources non encore reliées aux marchés européens, comme le montre bien la carte ci-dessous.

Carte 2: Les ressources de la Caspienne et du Moyen Orient



Source: BP Statistical Review, 2006

La rationalité économique de l'ouverture du Corridor Sud est bien réelle, car le Bassin caspien et le Moyen Orient possèdent non seulement d'importantes ressources de gaz, comparables à celles de la Russie, mais aussi une situation de proximité géographique intéressante pour une Europe dont le volume des importations de gaz est censé s'accroître à l'horizon 2020. Le Corridor Sud est aussi intéressant en terme de division des risques, car les

¹⁴ Mirek Topolánek, Communication de la présidence tchèque de l'UE du 08.05.09 - Coopération et Europe, Bruxelles

importations proviendraient d'un ensemble des pays, à savoir l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, l'Irak et l'Égypte¹⁵. En cas de choc externe, les conséquences seront moins lourdes pour les consommateurs, car, sauf circonstances non anticipables, plusieurs pays ne peuvent pas en même temps faillir à leurs obligations contractuelles et / ou être victimes d'actes malveillants.

Les enjeux politiques continuent de jouer un rôle moteur dans le devenir de Nabucco. Les acteurs économiques impliqués dans le développement de Nabucco ont des liens forts avec leurs gouvernements nationaux. C'est le cas de Transgaz, de Bulgargaz et de BOTAS. Le ministère de l'Économie et du commerce roumain détient 73,51% de Transgaz, tandis que Bulgargaz est une filiale de la Bulgarian Energy Holding, elle-même détenue par le Ministère de l'économie, de l'énergie et du tourisme bulgare. BOTAS est depuis 1995 détenues par l'État turc. C'est une décision politique du gouvernement turc qui a privé Nabucco de l'entrée dans son capital du géant français GDF Suez. Ce dernier aurait pu renforcer la crédibilité du projet auprès des investisseurs potentiels, de par la taille de l'entreprise et par son expertise dans le métier gazier. Or, le gouvernement turc a préféré bloquer pour des raisons politiques qui tiennent à la reconnaissance par le Parlement français du génocide arménien. L'imbrication des éléments économiques et politiques reste importante même lorsque l'entreprise en question n'appartient pas à l'État. Le gouvernement hongrois s'est fortement impliqué dans l'OPA hostile d'OMV à l'encontre de MOL, entreprise pourtant totalement privée et cela au nom d'une conception du patriotisme économique.

South Stream, le projet russo-italien

South Stream est un projet de gazoduc russo-italien lancé en 2007 à Rome lors de la signature d'un *Memorandum of Understanding* (MOU) entre Gazprom, le géant énergétique russe et le champion national italien, ENI¹⁶. Il est destiné à transporter vers les marchés européens une quantité annuelle maximale de 63 gm³ de gaz en provenance du système gazier russe¹⁷. Son entrée en fonction est prévue pour fin 2015.

South Stream serait le cinquième gazoduc reliant la Russie à l'Europe¹⁸. C'est un gazoduc de producteur: le fournisseur, Gazprom, possède la ressource gazière et offre la capacité de transport vers le consommateur européen. Puisque Gazprom possède la ressource

¹⁵ L'Iran n'est pas à exclure, mais c'est une option à long terme.

¹⁶ Vladimir Socor, 'South Stream: Gazprom's new Mega Project', Eurasia Daily Monitor, *Jamestown Foundation*, 25 juin 2007

¹⁷ Le gaz peut être russe ou en provenance d'Asie Centrale.

¹⁸ Les quatre autres sont: Yamal, Brotherhood, Northern Lights et Nord Stream (en cours de construction).

transportée, son approvisionnement est présentée comme absolument certain par ses promoteurs. Néanmoins, dans l'état actuel des choses, il existe peu d'informations clairement établies concernant South Stream, un gazoduc pourtant largement médiatisé. Il n'y a pas encore de trajet précis, ni d'étude de faisabilité. Cette dernière aurait dû être disponible pour le début de l'année 2010, selon le site officiel du projet. Selon les dernières informations disponibles sur le site d'ENI, ce ne serait qu'un retard limité¹⁹. Quant au trajet, il existe à ce jour une combinaison de routes offshore et terrestres. La partie offshore pourrait avoir comme point de départ la station de compression russe de Beregovaya et comme point d'arrivée le port bulgare de Varna. Trois hypothèses sont à l'étude pour le tracé exact. Il convient de rappeler que les zones économiques exclusives couvrent l'ensemble de la mer Noire.

Carte 3: Les zones économiques exclusives en Mer Noire



Source: www.eegas.com

Soit le gazoduc traverse les zones économiques exclusives ukrainiennes et roumaines, soit celles appartenant à la Turquie. Il s'agit d'un choix stratégique important pour Gazprom, en sachant que la Roumanie et l'Ukraine pourraient retarder le projet en demandant des études d'impact environnemental. La Turquie semble être à ce jour une option plus simple pour la Russie, surtout après les accords signés à Ankara entre les premiers ministres turc et russe.

¹⁹ http://www.ENI.com/en_IT/media/press-releases/2010/04/2010-04-28-ENI-gazprom-south-stream.shtml

Passer par les eaux turques aura un impact notable en termes de coût, car la nouvelle route envisagée serait plus longue de 100 km et les conditions géologiques sont difficiles, en raison d'une profondeur importante. Pour autant, aucune décision officielle n'a été prise concernant le transit par la Mer Noire. Il est intéressant de souligner qu'au départ South Stream a été imaginé pour remplacer le projet Blue Stream 2, la Russie ne voulant pas accroître le rôle de la Turquie en tant que pays de transit. Le Blue Stream 2 est un projet de ramification de Blue Stream vers les marchés occidentaux à travers la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie et l'Autriche²⁰. A la différence de Blue Stream 2, South Stream permettait au départ à la Russie de contourner la Turquie, pays de transit considéré peu fiable à l'époque. Mais la situation a évolué en août 2009 avec le rapprochement russo-turc à l'œuvre actuellement.

Carte 4 : Comparaison des trajets offshore



Source : <http://south-stream.info>

Le trajet de la partie continentale comporte pour le moment deux ramifications proposées : une au sud-ouest et l'autre au nord, avec une longueur totale de 2000 kilomètres. Le trajet de la première traverserait la Bulgarie, la Grèce, la Mer Ionienne jusqu'au sud de l'Italie²¹, avec une possible ramification par l'Albanie. Le trajet de la seconde comporte lui-même deux ramifications, l'une par la Bulgarie, la Serbie, la Hongrie, l'Autriche jusqu'à

²⁰ Vladimir Socor, 'South Stream...', *op.cit.*

²¹ Susanne Nies, « Nabucco et South Stream- des gazoducs trop politisés? », *Actuelles de l'Ifri*, avril 2008

Baumgarten et l'autre par la Slovénie jusqu'au nord de l'Italie, avec peut-être un passage par la Croatie qui montre un intérêt certain pour le projet. Le passage par la Croatie renforcerait la dimension balkanique de South Stream déjà bien affirmé, puisque trois Etats post-yougoslaves s'intéressent explicitement au projet (Serbie, Slovénie, Croatie). Quoi qu'il en soit, la Bulgarie et la Hongrie jouent un rôle pivot dans cet échiquier. Présentée en 2009 à plusieurs reprises comme une alternative à la Bulgarie, l'option roumaine ne semble plus être d'actualité. Toutefois, il faut observer que malgré son soutien infaillible à Nabucco, la Roumanie ne souhaite pas non plus se retrouver marginalisée dans l'hypothèse où South Stream se réalise, comme l'ont par ailleurs souligné à l'été 2009 certains membres du gouvernement roumain ainsi que l'entreprise nationale Transgaz, pourtant partenaire du consortium Nabucco.

Carte 5: Le trajet potentiel de South Stream



Source : <http://south-stream.info>

Comme Nabucco, South Stream prétend accroître la sécurité énergétique de l'Union européenne. Selon Alexey Miller, South Stream est en tête des priorités de Gazprom et de sa stratégie d'assurer un degré maximal de diversification de routes²². Ce projet représente un moyen sûr d'acheminer jusqu'à 63 gm3 par an vers les marchés européens qui selon les

²² Alexei Miller, <http://www.gazprom.com/press/miller-journal/513241/>

estimations russes auront besoin de 205 gm³ supplémentaires à l'horizon 2030²³. South Stream assure une division des risques, car il est prévu d'éviter les pays de transit potentiellement instables et/ou commercialement peu fiables. Il reflète la volonté de la Russie d'atteindre directement le marché européen sans passer par des intermédiaires à problèmes, en premier lieu l'Ukraine. Il s'inscrit dans une stratégie plus large, qui consiste à édifier des gazoducs sous-marins du producteur vers le consommateur : le Blue Stream et le Nord Stream en font également partie. Ce dernier dessert directement le plus grand marché européen de la Russie, l'Allemagne. Cette toile de gazoducs sous-marins permet à Gazprom de garder le monopole sur le transport de gaz à destination de l'Europe, par le sud et par le nord. Au-delà du monopole, Gazprom disposerait, si tous ces projets étaient finalisés, d'un surplus de capacité de transport par rapport à la demande²⁴. Assurer la sécurité des consommateurs européens passe aussi par le développement des infrastructures de stockage sur le territoire de l'UE. Les *Memorandums of Understanding* signés par la Russie avec les pays impliqués dans le projet sont généralement doublés d'une clause stipulant le développement des capacités de stockage sous-terrain. Les autorités russes insistent beaucoup sur le caractère européen du projet. Celui-ci est renforcé par la présence de l'Italien ENI, et plus récemment par l'arrivée du français EDF. Cela signifie un soutien politique affirmé, car l'Etat est fort dans la structure d'actionnariat de deux entreprises : 31% chez ENI, et plus encore 85% chez EDF. La reconnaissance du caractère européen est importante non seulement en terme d'image, de rhétorique afin d'apaiser la peur envers l' « ours russe », mais surtout en termes financiers. Si le projet est reconnu comme prioritaire au niveau européen et s'il contribue à l'accroissement de la sécurité européenne, il pourrait obtenir une dérogation concernant l'accès des tiers au réseau.

Pour Gazprom, éliminer le pays de transit de l'équation a une dimension commerciale non négligeable, car cela signifie diminuer les droits de transit et le coût d'une éventuelle dispute. A titre d'exemple, la dernière crise russo-ukrainienne aurait coûté jusqu'à 2 milliards de dollars à Gazprom. Même si le coût de construction est jusqu'à trois fois supérieur au départ par rapport à un gazoduc terrestre, le gazoduc sous-marin ne nécessite pas la pose des compresseurs, ce qui le rendrait plus profitable à 25 ans. Selon des estimations faites pour le gazoduc Nord Stream, ce dernier serait 15% plus profitable sur une période de 25 ans que sa

²³ <http://south-stream.info/index.php?id=30&L=1>

²⁴ Vladimir Socor, 'South Stream...', *op.cit.*

version terrestre, plus longue et équipée de cinq compresseurs²⁵. Reste à savoir, une fois le tracé final arrêté, si les mêmes considérations peuvent s'appliquer à South Stream.

Les intérêts des partenaires russe et italien dans la construction de South Stream diffèrent profondément. Pour ENI, South Stream est un élément du partenariat stratégique basé sur l'échange d'actifs entre les deux compagnies et l'accès de Gazprom au marché italien²⁶. ENI et Gazprom ne sont pas à leur première coopération commerciale, puisqu'ils ont déjà construit ensemble le gazoduc Blue Stream. Ce partenariat est mutuellement avantageux, car il permet à ENI de se positionner en amont et à Gazprom en aval. L'entrée d'EDF pour une part d'au moins 10% dans le capital de South Stream AG en charge de la partie offshore, est pensée dans une logique commerciale. L'entreprise française, nouvelle entrante sur le marché du gaz, désire acheter du gaz russe pour répondre à sa demande croissante sur le marché français. Pour EDF, il est difficile de parler d'un accroissement de sa dépendance envers la Russie, puisque l'entreprise n'achète pas actuellement de gaz russe. C'est son concurrent, GDF Suez, qui achète, lui, 15% de gaz en provenance de Russie.

Après avoir présenté les deux projets et leur raison d'être, nous allons analyser leur place dans les relations gazières UE-Russie-Etats membres. Il nous faut les inscrire plus globalement dans les différentes politiques énergétiques de leurs promoteurs. A ce sujet, il faut noter la complexité du jeu européen, qui reste extrêmement morcelé entre plusieurs niveaux de décision. Dans le même temps, il faut tenir compte de la rationalité d'un pays à la fois producteur et exportateur comme la Russie, qui cherche à la fois à développer son champion national Gazprom et à rehausser son statut international.

²⁵ http://www.nord-stream.com/fileadmin/Dokumente/3__PNG_JPG/1__Charts/Advantages_offshore_ENG.jpg

²⁶ Zeyno Baran, Developing a Cohesive EU Approach to Energy Security, dans Svante E. Cornell & Niklas Nilsson (eds), *Europe's Energy Security: Gazprom's Dominance and Caspian Supply Alternatives*, Central Asia- Caucasus Institute & Silk Road Studies Program, Washington, 2008, p.25

La place de deux projets dans les relations gazières UE- Russie- États membres

L'interdépendance gazière UE- Russie- États membres

Il existe plusieurs dimensions dans l'interdépendance UE- Russie- États membres. Elle est forte dans le cas de l'UE et de certains de ses États membres parmi lesquels se trouvent l'Allemagne, l'Italie et la France. Tous ces pays présentent un bouquet énergétique diversifié et un approvisionnement en gaz diversifié, tant en termes de sources que des routes de transit. A titre d'exemple, l'Allemagne, le plus grand client de la Russie importe seulement 36% de son gaz de Russie. En revanche, il existe une interdépendance asymétrique entre les anciens pays communistes et la Russie. Pour des raisons historiques, ils sont mono-dépendants envers les livraisons de gaz russe et mal interconnectés avec le reste du marché européen. De plus, le gaz occupe une part importante dans leur bouquet énergétique et ils possèdent généralement peu de capacités de stockage pour faire face à un choc externe.

Grand consommateur et petit producteur en déclin²⁷, l'UE reçoit 60% de son gaz en provenance de trois sources externes, au premier rang desquelles se situent la Russie, l'Algérie et la Norvège. Au niveau agrégé de l'UE il n'y pas de dépendance à proprement parler, car il existe à la fois une diversification des sources d'approvisionnement et des routes de transit. L'Union européenne a besoin du gaz russe tout autant que la Russie a besoin du marché européen et du savoir-faire occidental. Il s'agit d'une relation d'interdépendance. Le premier niveau de la dépendance russe envers l'UE se situe au niveau de la rente énergétique, essentielle dans le modèle économique construit par Vladimir Poutine. L'apport de capitaux étrangers à permis de compter la Russie parmi les États ayant connu une forte croissance au cours des années 2000, tout en permettant d'accumuler les excédents budgétaires et extérieurs, contribuant au désendettement de l'État. Alors qu'elle dépendait du FMI à la fin des années 1990, la Russie a mis sur pied un fonds de stabilisation, qui disposait de 128 milliards d'euros au 1er février 2008. Cependant, la diversification industrielle n'a suivi le même rythme, tant des manques restent visibles dans les secteurs des technologies de l'information et des communications, les services, les infrastructures, ou la formation. Le fait d'être le premier exportateur de gaz au monde ne suffit pas à lui seul pour percevoir cette rente, car la vente de gaz est conditionnée par l'existence d'infrastructures (gazoducs ou

²⁷ Le gaz occupe 24% du bouquet énergétique de l'UE 27 et 60% de la consommation est assurée par des importations.

terminaux GNL) acheminant la ressource du lieu d'exploitation vers le lieu de consommation. La structure actuelle des gazoducs contraint la Russie à orienter ses exportations vers le marché européen, qui absorbe la majorité des flux. A court et moyen terme, l'Europe restera le marché premier de Gazprom, même en attendant le renforcement des liens avec l'Asie-Pacifique. Dans ce contexte, la Russie a besoin des contrats à long terme *take or pay*, incluant une clause de destination, conclus en monnaie internationale (dollar) avec le premier ensemble économique du monde. L'UE est pour la Russie un partenaire riche et fiable, mais aussi un marché dont les importations nettes sont amenées à s'accroître dans le contexte de la baisse prévue de la production interne²⁸. Le deuxième niveau de la dépendance russe envers l'UE se situe au niveau des investissements. Moscou a besoin du capital et du savoir-faire occidental pour développer l'exploitation de ses réserves potentielles en Sibérie, sur la côte pacifique ou dans la Mer des Barents²⁹. La Russie seule ne peut le faire car elle ne possède pas la haute technologie nécessaire à l'exploitation de ces gisements difficiles d'accès. Au vu de ces éléments économiques et stratégiques, sans parler des dommages en termes d'image, il est donc peu probable que la Russie interrompe de manière volontaire l'approvisionnement en gaz à un pays membre de l'UE. Il convient de souligner que Moscou a toujours été un partenaire de confiance, qu'elle n'a jamais violé ses obligations commerciales, même pendant les pires moments de la Guerre froide. Cependant, il faut prendre en considération un autre facteur d'instabilité, qui est celui des pays de transit, notamment l'Ukraine et dans une moindre mesure la Biélorussie. La Russie a certes hérité des immenses ressources énergétiques de l'ex -URSS, mais elle a perdu la maîtrise des infrastructures au détriment de l'Ukraine, par laquelle passe 80% du gaz russe à destination du marché européen. Bien que tenue légalement à faciliter le transit des matières et produits énergétiques par le Traité de la Charte de l'énergie dont elle est signataire, l'Ukraine a été accusée par la Russie de siphonner les livraisons d'hydrocarbures russes destinées au marché européen pour l'approvisionnement de son marché interne. Cet incident a sérieusement dégradé l'image de fiabilité de la Russie et engendré des pertes de l'ordre de 2 milliards de dollars pour Gazprom. Le Président Dmitri

²⁸ Cependant, l'année 2009 montre des contre-tendances : ainsi, Gazprom prévoit une chute des ventes de l'ordre de 40% par rapport à 2008, une année faste toutefois. Les importations en provenance du Moyen Orient sont amenées à augmenter dans le même temps. « Gazprom prévoit une chute de 40% des ventes en Europe », 25 juin 2009, <http://www.euractiv.com/fr/energie/gazprom-prvoit-chute-40-ventes-europe/article-183504>.

En outre, il y a une tendance stable à la baisse de la consommation de gaz russe par les européens. Ainsi, d'après le journal ukrainien *Obozrevatel*, si en 2007 la part du gaz russe importé en Europe et dans les pays de l'UE était de 40 %, au premier trimestre 2008 ce chiffre était de 34%, et au dernier trimestre – moins de 20%. Selon les résultats du premier trimestre 2009 la consommation de gaz russe représente seulement 14% de la totalité du gaz européen. D'après la revue de presse de l'ambassade de France en Ukraine, 25 juin 2009.

Medvedev a saisi la crise russo- ukrainienne pour souligner la nécessité de créer une nouvelle base juridique pour régir les relations internationales dans le domaine de l'énergie. Dévoilée en avril 2009, cette proposition d'une nouvelle Charte de l'énergie concerne essentiellement le transit du gaz et cherche à introduire le principe de la création des tarifs de transit et l'obligation des parties à satisfaire aux conditions de celui-ci³⁰. Il présente également le principe de non acceptabilité des interruptions ou des réductions de transit, promeut la responsabilité des parties pour les pertes encourues et propose d'établir des organismes spécifiques pour faire face aux situations d'urgence. Cependant, l'Union européenne a exclu de remplacer la Charte de l'énergie par les nouvelles propositions russes. Cependant, l'Union européenne a exclu de remplacer la Charte de l'énergie par les nouvelles propositions russes : elle tient à ce cadre, étant donné que la négociation d'un accord sur de nouvelles bases serait un processus long et complexe. Malgré tout, le futur de la Charte de l'énergie reste matière à interrogation.

Si le risque d'une instrumentalisation politique volontaire de l'arme énergétique semble peu important, le risque économique est à prendre en considération de manière sérieuse, du fait de l'incertitude sur la capacité de la Russie à soutenir ses engagements déjà pris en termes de livraison vers l'Union européenne dont les besoins futurs s'inscrivent dans une logique de croissance. Pour que la Russie parvienne à fournir les quantités de gaz attendues aux marchés occidentaux, elle doit faire des investissements considérables aussi bien en termes d'exploitation de gisements, pour la plupart situés offshore qu'en termes d'infrastructures afin de connecter les nouveaux gisements aux principaux corridors de transport. Or, des critiques se font jour à propos de Gazprom, dont une partie des investissements se tournent vers des secteurs improductifs, comme la presse. Selon l'Agence internationale de l'énergie, les investissements nécessaires s'élèvent à 300 milliards de dollars d'ici 2030. La crise financière actuelle a donné un répit à la Russie en ce qui concerne les investissements car des quantités supplémentaires importantes se sont libérées sur les marchés occidentaux.

Si au niveau communautaire l'interdépendance est forte, au niveau des Etats membres, il existe différents degrés d'interdépendance avec la Russie. Il y a une forte interdépendance entre l'Allemagne et l'Italie, les deux plus gros importateurs de gaz russe en Europe. La question énergétique ne constitue qu'un aspect de relations inter-étatiques beaucoup plus

²⁹ Keith Smith, "Russian Energy Policy and its Challenge to Western Policy Makers", *CSIS*, juin 2007,

p.8

³⁰

La proposition du Président russe se trouve en annexe de ce rapport.

larges, qui incluent d'autres coopérations industrielles ainsi que des coopérations sur le plan stratégique. La Russie a besoin de ces marchés pour assurer ses revenus énergétiques. Elle a aussi besoin de l'expertise technique des entreprises allemandes et italiennes. De ce point de vue, ce n'est pas un hasard si Nord Stream et South Stream sont réalisés en partenariat avec E.ON et ENI. L'interdépendance asymétrique est manifeste dans le cas des anciens pays communistes d'Europe centrale et orientale qui sont mono-dépendants envers la Russie. Cette situation est un héritage de la Guerre froide, période pendant laquelle l'Union soviétique fut le fournisseur exclusif de ces pays³¹. Si à l'époque cette dépendance représentait un avantage du fait des prix préférentiels, aujourd'hui elle est devenue un important handicap pour ces pays. La Bulgarie, la Hongrie, la Slovaquie et la République tchèque sont des potentielles victimes collatérales en cas de choc externe, comme celui de janvier 2009. Non seulement ils sont mono-dépendants pour leurs importations de gaz, mais leur infrastructure est vétuste, peu interconnectée et la capacité de stockage est souvent limitée. La Slovaquie est un exemple éloquent en ce sens. Lors de la deuxième crise ukrainienne (2009), le pays disposait des capacités de stockage, mais pas de moyens de transport nécessaires pour acheminer le gaz vers le lieu de consommation. La Bulgarie, pays où le gaz russe représente 92% de la consommation a été le plus touché par cette deuxième crise russo-ukrainienne, tant au niveau industriel qu'au niveau des consommateurs finaux restés sans chauffage en plein hiver. Ceci montre la vulnérabilité gazière de certains États membres en cas de choc externe. Dans ce contexte, la dépendance matérielle envers les importations de gaz russe pèse sur les esprits et dans l'imaginaire collectif. La Russie est vue comme une menace virtuelle, du fait même de la vulnérabilité de ces États. Dans une Europe à 27, cette situation cause des divisions sur la façon de traiter le facteur russe. De fait, l'UE n'a pas su se doter d'une politique énergétique commune envers la Russie, mais d'une politique commune reflet de politiques nationales, différentes et souvent contradictoires dans leurs buts et leurs moyens.

³¹ Michael Thumann, *op.cit*, p.8

La sécuritisation des relations énergétiques UE- Russie- États membres

La sécurité énergétique apparaît aujourd'hui comme un mot-clé de la politique européenne, quand bien même tous les acteurs européens n'en donnent pas la même interprétation. Cette thématique a en fait pris une importance croissante sous l'influence de plusieurs facteurs : d'une part, la hausse des prix des matières premières dans la seconde moitié des années 2000, arrêtée avec la crise économique que nous connaissons ; d'autre part, les débats à propos du changement climatique, qui donnent une dimension de plus en plus environnementale à la sécurité énergétique. De fait, la conception de la sécurité énergétique par l'UE considère de manière conjointe la libéralisation des marchés, la régulation du changement climatique ainsi que la gouvernance externe³². En outre, force est de constater que les médias se sont appropriés le vocabulaire militaire et stratégique pour définir les nouvelles relations entre Bruxelles et Moscou : « guerre du gaz », « géopolitique de l'énergie », etc. Par ailleurs, la crise de 2006 entre la Russie et l'Ukraine de Viktor Iouchtchenko a véritablement frappé les esprits européens, qui n'étaient guère préparés à cette crise. Le facteur déclencheur de la crise à proprement parler a été la question des prix de transit, que l'équipe orange considérait comme un cadeau fait à la Russie. Les autorités russes ont alors concentré leur intérêt sur le prix du gaz lui-même, que l'Ukraine payait à un tarif jugé peu élevé au regard des prix européens³³. Ce n'est pas tant la crise qui nous intéresse ici, mais la remise en cause de la réputation de fournisseur fiable qui avait jusqu'à présent accompagnée la Russie, héritière sur ce point de l'URSS. Le Commissaire à l'énergie Andris Piebalgs aime plaisanter à ce propos en déclarant que la meilleure chose qui soit arrivé à son travail a été la restriction des livraisons de Gazprom à l'Ukraine, montrant à l'UE la vulnérabilité de ses approvisionnements énergétiques et de ses infrastructures.

Néanmoins, force est de constater que malgré cette montée en puissance de la question de la sécurité énergétique, l'UE ne possède qu'un embryon de politique commune dans le domaine, fruit des compromis laborieux entre Etats- membres. Plusieurs explications peuvent justifier cette situation. Tout d'abord, la situation institutionnelle au niveau européen, avec une Commission longtemps privée de compétence et des Etats membres opposés à la communautarisation de l'énergie qui leur apparaît comme un bien public hautement

³² Maya Jegen, "*Framing Energy Security: The Case of the European Union*", communication lors de la convention annuelle de l'International Studies Association, 15 – 18 février 2009.

³³ Jonathan Stern, "The Russian – Ukrainian gas crisis of January 2006", *Oxford Institute for Energy Studies*, 16 janvier 2006

stratégique. Ce n'est que tardivement, avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, en décembre 2009 que l'énergie devient une compétence partagée et qu'un titre spécifique lui soit accordé dans le Traité sur le fonctionnement de l'UE. Son article 194 dispose que « *la politique de l'Union dans le domaine de l'énergie vise, dans un esprit de solidarité entre les États membres : a) à assurer le fonctionnement du marché de l'énergie ; b) à assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique dans l'Union ; c) à promouvoir l'efficacité énergétique et les économies d'énergie ainsi que le développement des énergies nouvelles et renouvelables ; et d) à promouvoir l'interconnexion des réseaux énergétiques* ». Le Traité prend le soin de préciser que les mesures nécessaires pour atteindre ces objectifs « *n'affectent pas le droit d'un État membre de déterminer les conditions d'exploitation de ses ressources énergétiques, son choix entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique* »³⁴. Les États membres gardent des droits importants dans la définition du bouquet énergétique et sur les relations avec les États tiers, dont les pays producteurs.

Du fait du manque de compétence directe sur l'énergie, la Commission a traité la sécurité énergétique de manière indirecte, par le biais du marché intérieur, domaine où le Traité lui offrait une compétence exclusive. Le succès de cette approche est mitigé, car l'objectif de créer un marché intérieur de l'énergie est loin d'être atteint et souffre du manque d'interconnexions entre les réseaux nationaux et des bouquets énergétiques encore trop différents d'un pays européen à l'autre. De fait, chacun des vingt-sept pays présentent des spécificités et des intérêts propres qu'il tient à défendre parfois de manière véhémente au niveau communautaire. A cela s'ajoutent des approches différentes de la sécurité énergétique et des facteurs historiques qui expliquent un certain degré de méfiance envers des pays producteurs comme la Russie. Certains pays comme l'Italie et l'Allemagne privilégient la contractualisation à long terme avec la Russie pour assurer leur sécurité énergétique, alors que des pays de l'ancien bloc communiste se méfient des intentions russes dans la région.

La crise énergétique russo- ukrainienne de janvier 2009 souligne une nouvelle fois les dilemmes européens : certains analystes mettent en avant le danger à dépendre des ressources gazières russes, au vu des méthodes de Gazprom. Le chantage politique de Moscou serait ici manifeste. A contrario, d'autres mettent en avant le fait que l'Ukraine n'est pas un pays de transit fiable : elle siphonne le gaz russe à destination de l'UE, elle se trouve sous perfusion du FMI, sa monnaie est dévaluée tandis que la question énergétique est la principale source de

³⁴ http://www.senat.fr/rap/r09-108/r09-108_mono.html

corruption à Kiev. Le chercheur Simon Pirani de l'Université d'Oxford considère pour sa part que la crise a une dimension économique indéniable³⁵. Il est en effet difficile de concevoir qu'une crise qui a coûté deux milliards de dollars puisse être fondée sur des considérations strictement politiques ; néanmoins, il est certain que la question énergétique renvoie à des arrangements mi-économiques, mi-politiques, liés à l'opacité des intermédiaires³⁶, à la corruption et à l'inefficacité énergétique ukrainiennes. De ces interprétations divergentes peuvent naître deux positions tranchées en relation avec notre sujet : d'un côté, la mise en place d'un chemin alternatif à la Russie, comme Nabucco, afin de diversifier les approvisionnements, peut sembler éminemment souhaitable. De l'autre, la tentation de recourir à des projets comme Nord Stream et South Stream, destinés à contourner l'Ukraine victime d'une instabilité politique avérée, peut en sortir renforcée. Les problèmes de transit ukrainien combinés à la fermeté de Gazprom posent à l'UE le problème de sa sécurité énergétique. La montée de la question de la sécurité énergétique est donc en partie liée à trois facteurs complémentaires.

Tout d'abord, on a assisté à la politisation de cette question, notamment avec l'arrivée des nouveaux Etats membres de l'UE, dont beaucoup consomment de manière importante des ressources en hydrocarbures provenant de Russie³⁷. Cette tendance est encore plus marquée au Parlement européen que parmi les Etats membres. Il faut toutefois noter que les niveaux de dépendance ne sont pas les mêmes pour chacun des pays, ni ne concernent les mêmes consommateurs finaux (ménages ou industries). De même, les réactions des pays concernés sont assez variables ; si on ne trouve pas une classification unique, plusieurs profils peuvent être isolés. Certains Etats membres considèrent la Russie comme un partenaire indispensable : c'est le cas en matière gazière de l'Allemagne et de l'Italie, qui représentent près de la moitié de la consommation européenne, et à un degré moindre la France. D'autres manifestent à l'égard de la Russie une relative indifférence – c'est le cas de l'Espagne et du Portugal, pour

³⁵ Discours de Simon Pirani, chercheur au centre d'études énergétiques à Oxford, à la conférence du 19 mai 2009, à l'Institut d'études politiques de Paris, co-organisée par le Centre d'études européennes de Sciences-Po.

³⁶ En janvier 2006, Moscou et Kiev signent un accord entre Gazprom et son homologue Naftogaz Ukraïny sur les approvisionnements gaziers de l'Ukraine et les modalités de transit sur son territoire. Négocié dans le plus grand secret, ce document met un terme à la « guerre du gaz » qui avait culminé, le 1er janvier, avec la suspension, par la Russie, de ses livraisons à l'Ukraine. Il stipule notamment que l'ensemble des exportations gazières à destination de l'Ukraine est désormais assuré par RosUkrEnergo (RUE), une société de droit suisse créée à parité par Gazprombank et la banque autrichienne Raiffaisen Investment AG. Depuis la crise de janvier 2009, ce monopole d'exportation a été brisé.

³⁷ Ainsi, c'est le cas par exemple de la Slovaquie, de l'Estonie, de la Lettonie ou de la Lituanie parmi les nouveaux membres, tout comme la Finlande. La République tchèque repose également à plus de 90% sur le gaz russe.

lesquels la thématique de la « dépendance » ne fait pas sens. Une politique de diversification des approvisionnements pourrait au contraire impliquer de rechercher du gaz russe. Les pragmatiques, tels que l’Autriche et la Hongrie, se prononcent avant tout selon la perception de leurs intérêts. Le groupe des hostiles rassemble la Pologne et les Pays baltes, pour lesquels la question de la Russie s’avère particulièrement sensible. Il faut toutefois noter que la seule dépendance énergétique ne suffit pas à expliquer le comportement des Etats membres : la Pologne et la Finlande ont beau dépendre à 100% de la Russie, leurs prises de position au niveau européen sont très contrastées.

Ensuite, les dirigeants russes ont abondamment fait le lien entre énergie et puissance, ne faisant rien pour atténuer les craintes de ses consommateurs centre-européens. Ainsi, les présidences de Poutine sont-elles associées à l’expression de « superpuissance énergétique », ce qui marque une extrême politisation de l’économie de l’énergie. Les spécificités du marché du gaz donnent a priori une crédibilité à cette formule, puisqu’il n’est pas dénué d’influence politique ; toutefois, le gaz semble ici réduit à un objet de grand marchandage stratégique. Les enjeux géopolitiques semblent éclipser totalement les études de faisabilité économique, devenant ainsi « *l’arme énergétique du Kremlin* ».

Enfin, la firme Gazprom apparaît de plus en plus comme un prolongement du Kremlin, si l’on en croit les différents discours. Parmi les politiques, l’ancien vice-Président des Etats-Unis, Cheney s’était livré à une violente critique contre la politique russe lors de son discours de Vilnius en mai 2006, dénonçant le „chantage énergétique” qu’elle exerçait. Pourtant, qu’une entreprise gazière cherche à devenir la première mondiale paraît un discours conforme à ce qu’on pourrait attendre de n’importe quelle entreprise multinationale. En outre, soulignent Andreï Denisov et Alexeï Grivach, la politisation des problèmes de coopération a généralement eu un mauvais impact sur le plan de la stratégie d’entreprise de Gazprom³⁸. Preuve en est, les décideurs européens tentent de tenir à distance cette société des secteurs de la distribution et du transit de son marché intérieur. En effet, la clause de réciprocité exige des entreprises entrant financièrement dans les domaines du transit et de la distribution d’adopter des mesures de séparation patrimoniale sur son marché intérieur. Or, cette clause de réciprocité contrevient à la stratégie russe qui favorise les grands conglomérats, et fait figure de « clause anti-Gazprom », d’où des prises de participation différenciées dans le projet. En dehors de l’UE, Gazprom détient 51% de la société South Stream nationale, alors que dans l’UE, sa part s’élève à 50%.

³⁸ Andreï Denisov, Alexeï Grivach, “The Gains and Failures of the Energy Superpower”, *Russia in the Global Affairs*, n°2, avril – juin 2008, <http://eng.globalaffairs.ru/numbers/23/1197.html>

Cette prise de conscience explique les mots du Président de la Commission européenne, qui souhaite que l'UE « *s'arrête de ne faire que de parler de sécurité énergétique, et commence à faire quelque chose à ce sujet* »³⁹. L'action de l'UE ne doit pas s'arrêter uniquement à la diversification des gazoducs, des fournisseurs, des ressources, mais elle doit se prolonger par la création d'un véritable marché intérieur de l'énergie et à l'augmentation de la consommation, grâce notamment à l'amélioration de l'efficacité énergétique. Si cette dernière agit sur le levier de la demande, en la réduisant, la création d'un marché intérieur offrirait une meilleure résistance aux éventuels chocs énergétiques externes et aux pénuries dans les importations de gaz.

La volonté de puissance russe

La Russie, comme tout pays riche en hydrocarbures a une stratégie basée sur la monopolisation de la production, du transport et de la distribution de ses richesses vers les marchés consommateurs.

La vision russe oscille entre deux idées qui ne vont pas systématiquement de pair : la maximisation du profit de Gazprom d'une part, le rehaussement du statut international du pays d'autre part. L'approche en termes de maximisation du profit s'appuie sur des intérêts personnels ainsi que sur la nécessité de ressources pour réformer le pays, conformément à une vision inspirée de l'Etat modernisateur. Elle suppose le soutien d'entreprises spécifiques, ne reposant pas nécessairement sur la logique du marché. Les instruments au service de cette vision sont multiples, comme la limitation des investissements étrangers dans les secteurs stratégiques. Il a été utilisé dans des nombreux cas, dont celui de Sakhaline 2. L'Etat russe y invoqua le non-respect des normes environnementales et menaça de retirer la licence d'exploitation à Shell. Face à la pression, le groupe anglo-néerlandais accepta de vendre à Gazprom la moitié plus une des actions de la société exploitant le gisement de Sakhaline 2 à un prix inférieur à celui du marché. La nationalisation des ressources énergétiques opérée par Vladimir Poutine ne prend pas en compte la protection des investissements étrangers, un aspect essentiel du Traité de la Charte de l'énergie que la Russie a signé mais pas ratifié. En outre, des investissements sont réalisés dans les réseaux de distribution gaziers dans les pays consommateurs, avec une interprétation spécifique de la réciprocité. Les récentes crises entre Moscou et Kiev/ Minsk au sujet du prix du gaz illustrent bien cette politique à travers laquelle Gazprom cherche à étendre à l'extérieur son monopole de transport en reprenant le contrôle

³⁹ José Manuel Barroso, "Statement of President Barroso on the Resolution of the Ukrainian – Russian

des tronçons de gazoducs situés dans les pays de transit. Si le géant russe a mis les pieds en Biélorussie, où le Président Loukachenko accepta de lui vendre 50% plus une des parts de la compagnie nationale en échange du maintien de prix préférentiels, il n'a pas encore réussi à acquérir les tronçons de gazoducs ukrainiens, malgré deux crises avec des conséquences importantes. Enfin, l'Etat russe se réapproprie les gisements prometteurs dont les licences d'exploitation ont été cédées à des entreprises étrangères pendant l'époque Eltsine ainsi que le monopole d'exportation du gaz qu'elle confère à Gazprom par la loi du 5 juillet 2006. Ce Traité contient aussi des clauses qui remettent en question le monopole de Gazprom sur le marché intérieur russe et dé-monopolisent l'infrastructure gazière au détriment du même Gazprom qui perdrait ainsi ses privilèges

A l'opposée, les autorités russes ont souhaité se servir de l'énergie afin de rehausser leur statut international grâce à une utilisation politique de l'énergie. Dans cette perspective, la Russie entend participer pleinement à la fabrication de nouveaux régimes de régulation, lancer des coopérations avec les autres pays producteurs, contrôler les gazoducs et explorer de nouvelles sources énergétiques à l'étranger. Les deux grandes idées développées se contredisent parfois, et se traduisent par des dilemmes, que ce soit par rapport à l'adoption des normes européennes ou à la création de nouvelles, ou encore en ce qui concerne le traitement des pays voisins.

Cette politique volontariste de l'Etat aboutit au renforcement de Gazprom, qui tient une place essentielle au sein de la politique russe, tant pour le budget que pour les équilibres sociaux. Son rôle ne peut toutefois être réduit à une simple courroie de transmission. Gazprom mène également une stratégie autonome, qui reflète les intérêts propres d'une société ayant une logique commerciale : la maximisation des profits. Gazprom a développé jusqu'à présent une stratégie tournée vers le marché européen, le plus solvable, à même d'assurer à la société des capacités d'investissement sur fonds propres. En un mot, l'objectif de Gazprom consiste à conserver une place centrale sur le marché européen, et non à menacer de couper le gaz.

Toutefois, cette stratégie est en évolution suite à la libéralisation du marché gazier européen⁴⁰, qui oblige Gazprom à contracter de nombreuses alliances. La libéralisation l'a conduite à négocier des contrats de plus court terme, diminuant ainsi ses incitations à lancer de lourds investissements. Dans ces conditions, Gazprom mène une stratégie de descente en aval afin de répondre de manière classique aux incertitudes sur les prix et les quantités. De ce

Gas Dispute", Bruxelles, 20 janvier 2009, SPEECH/09/12,

⁴⁰ Catherine Locatelli, « L'UE : aiguillon des stratégies de Gazprom ? », *Russie. NEI. Visions*, n°26, février, 2008.

point de vue, l'accès direct au consommateur final permet de couvrir efficacement les risques. Pour l'heure, Gazprom s'en tient à rechercher des contrats de long terme (garantie de sa sécurité énergétique s'appuyant sur les débouchés), plutôt qu'à vendre son gaz sur les marchés spot. La réduction de sa production faute d'investissements devient une réalité avec l'arrivée à maturité des principaux gisements (Urengoy, Yamburg, Medvezhe), compensée par la production de trois « satellites » (Zapolarnoye, Pestovoye, Tarkosalinkoye). Certains analystes avancent que le manque d'investissement constitue surtout un moyen pour Gazprom de renforcer sa puissance de marché. Première entreprise productrice mondiale de gaz, Gazprom cherche à sécuriser ses voies d'exportation, en variant les routes mais également en prenant des participations dans les sociétés de gazoducs de transit.

Arrêtons-nous à présent sur la vision géostratégique de Gazprom, qui distingue plusieurs zones géographiques⁴¹. L'*Asie Centrale* (zone -1) est une zone de production, dont l'objectif consiste pour Gazprom à acheminer les ressources vers les marchés lucratifs (européens). Le *marché intérieur russe* (zone 0) constitue un autre défi, puisque Gazprom doit maintenir un tarif intérieur limité. A ce niveau, Gazprom est en concurrence avec d'autres producteurs, comme Novatek. Les pays de l'entre UE- Russie ou du Partenariat oriental (Ukraine, Biélorussie, Moldavie, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie ou zone 1) posent, outre l'alignement des tarifs sur ceux du marché européen, la question du transit : l'enjeu concerne essentiellement l'Ukraine, route par laquelle passe environ 80% du gaz à destination de l'UE, et dans une moindre mesure la Biélorussie. C'est ici que l'on trouve la fragilité du système d'exportation russe vers les marchés européens, Gazprom ne pouvant prendre des participations importantes dans les sociétés de gazoducs de transit. L'*Europe centrale et la Finlande* (zone 2) sont des pays dépendants très fortement de la Russie. Les *anciens membres* de l'UE (zone 3), comme l'Allemagne et l'Italie, consomment à eux deux près de la moitié du gaz importé dans l'UE. Ce n'est donc guère étonnant que ces deux pays représentent près de la moitié des importations européennes de gaz, et entretiennent de ce fait des relations privilégiées avec la Russie. Enfin, les *nouveaux marchés* (zone 4) de Gazprom concernent notamment les Etats-Unis, mais également les clients asiatiques. Alexeï Miller souligne par exemple que Gazprom envisage de devenir le premier exportateur au monde de GNL à aborder le marché américain par la côte Est (Shotkman) et la côte Ouest (Sakhaline) en même temps⁴². Le géant vise à terme à détenir 10% du marché gazier américain d'ici 2020. Le

⁴¹ Pour les développements qui suivent, voir : Pol-Henry Dasseleer, *L'idéalisme européen à l'épreuve du réalisme russe*, Paris, L'Harmattan, 2009.

⁴² *Pétrostratégies*, n°1118, 22 juin 2009.

développement du GNL participe de cette stratégie de diversification, notamment à destination de la Chine, de la Corée du Sud et du Japon, à partir des gisements de Sibérie orientale.

C'est à travers cette vision stratégique qu'il nous faut approcher le projet South Stream, porté par Gazprom et ENI. L'approvisionnement doit être garanti par la présence d'ENI dans le consortium, ainsi que les entreprises des autres pays de transit. La production est quant à elle un point important, étant donné que la Russie dispose de larges ressources, mais ne procède pas aux investissements nécessaires. On peut donc supposer qu'une partie des ressources au moins viendra du Turkménistan, et s'étonner de la hausse du volume de livraison annoncé (de 31 gm^3 à 63 gm^3), sans mention des sources d'approvisionnement. Quant au paramètre du contrôle du transit, Gazprom semble volontairement éviter l'Ukraine, et chercher de nouvelles voies de transit. Elle insiste d'ailleurs dans sa communication officielle sur le fait que South Stream contribue à la sécurité européenne « en diversifiant les voies d'accès ». Les institutions européennes viennent contrarier les plans de Gazprom à plusieurs niveaux. Tandis que Gazprom tente d'empêcher d'autres acteurs d'accéder aux producteurs centre-asiatiques (zone -1), la Commission vise à importer une partie de leurs ressources, privant Gazprom de débouchés sur un marché privilégié (zone 2 et 3). Dans le même temps, elle souhaiterait que les prix du gaz en Russie (zone 0) s'alignent à terme sur les niveaux européens, mais considère souvent l'augmentation des tarifs dans les pays du voisinage (zone 1) comme un « chantage », alors que la réalité est plus contrastée⁴³. La défiance entre les deux acteurs les conduits à se détourner les uns des autres, au profit du gaz naturel liquéfié, pour la Commission (plan de construction de terminaux gaziers) comme pour Gazprom (zone 4).

⁴³ En effet, les prix augmentent également pour la Biélorussie et l'Arménie, reconnus comme les deux pays les plus pro-russes de la région.

Carte 6 : Le réseau de gazoducs de Gazprom



Nabucco et South Stream, des projets concurrents

La question de la concurrence ou de la complémentarité entre les deux projets divise tant les politiques que les experts. A travers nos entretiens, nous avons pu observer l'émergence de plusieurs discours, qui font référence à des conceptions souvent différentes de la sécurité énergétique, à des enjeux et des perceptions géoéconomiques divergents. A titre d'incise, le fait que ces deux projets renvoient à des conceptions différentes ne suffit toutefois pas à justifier la complémentarité ou la concurrence des projets.

Le premier discours que l'on retrouve est celui de la complémentarité pour l'approvisionnement. L'argumentation procède de la manière suivante : quand bien même les deux gazoducs peuvent avoir les mêmes consommateurs, nous ne sommes pas dans le cadre d'un jeu à somme nulle. Avant la crise, lors du lancement de deux projets, toutes les prévisions allaient dans le sens d'un besoin de consommation accru de l'UE, dont les ressources internes s'épuisent⁴⁴. Dès lors, la multiplication des gazoducs conduirait plutôt à acheminer des ressources vers l'Europe pour les prochaines décennies, qui pourraient lui échapper si les fournisseurs centre-asiatiques, russes et autres se détournent d'elle pour se concentrer sur d'autres marchés. Le « détournement » vers les marchés chinois et asiatiques ou le GNL représenterait d'ailleurs un danger majeur pour l'UE, dans une plus grande mesure que le risque de rupture d'approvisionnement. Si la rupture d'approvisionnement inflige un coût au consommateur comme au producteur, la réorientation vers d'autres clients introduit une concurrence des consommateurs. Au-delà de la question du « détournement », nous pouvons également retenir l'idée selon laquelle South Stream ne vise pas prioritairement à concurrencer Nabucco, mais s'intègre plutôt dans une stratégie plus globale visant à contourner l'Ukraine. Ainsi, il convient d'observer que la capacité combinée de Nord Stream et South Stream équivaut à 118 gm³, à comparer avec les 170 gm³ de gaz russe transitant par l'Ukraine⁴⁵. En d'autres termes, cette concurrence ne serait pas intentionnelle, à tout le moins elle peut constituer un objectif secondaire, mais une conséquence de la stratégie de contournement de l'Ukraine par la Russie. Le réchauffement des relations entre Medvedev et Ianoukovitch s'est avéré très spectaculaire depuis le début de l'année 2010, mais les difficultés entrevues avec les équipes dirigeantes issues du mouvement dit de la Révolution orange amènent les dirigeants russes à se méfier d'une éventuelle alternance.

⁴⁴ Une étude de l'Agence internationale de l'énergie de 2006 estime que les besoins de consommation de l'UE passeront de 540 gm³ à 800 gm³, devenant ainsi le plus grand marché du monde. Voir IEA, *World Energy Outlook 2006*, Paris, IEA, 2006. La situation a évolué depuis dans le sens d'une baisse de la demande.

⁴⁵ Sur ce point, voir Inna Gaiduk, "South Stream Advanced as Alternative to Ukrainian Gas Transit", *Russian Petroleum Investor*, juin – juillet 2009, p.26.

Officiellement, tant du côté de la Commission que de la Représentation russe à Bruxelles, les projets sont complémentaires, même si l'on reconnaît qu'à demi-mot, la raison pour laquelle ils ne sont pas concurrents provient du fait que l'autre projet n'est pas viable. Ce subterfuge permet aux deux côtés d'affirmer leurs forces tout en jetant le doute sur le projet concurrent. En réalité, ceux-ci pourraient être complémentaires, mais c'est une complémentarité conditionnelle, subordonnée à la variable temporelle ; on peut garder en mémoire les relations entre le Blue Stream et le Transcaspien jadis. En effet, malgré les dénégations de l'époque, le gazoduc Blue Stream et le Transcaspien ont bien été des projets concurrents, dans la mesure où la réalisation de l'un a grevé celle de l'autre. Sans doute faudrait-il nuancer en approfondissant les problèmes de faisabilité du Transcaspien d'une part, et remarquer que la réalisation du Transcaspien est toujours évoquée d'autre part. Au terme de ces développements, la preuve de la complémentarité n'ayant été faite, il nous faut considérer un discours alternatif.

Le second discours est celui de la concurrence, qui repose sur un présupposé différent : la sécurité énergétique dépend de la diversité des sources d'approvisionnement. En effet, si l'un des fournisseurs souhaitait pour des raisons politiques interrompre l'approvisionnement en gaz, il faut pouvoir disposer de sources alternatives d'énergie. Dans la pratique, cela revient à dire par exemple que s'il venait l'idée à Gazprom de couper volontairement le gaz à destination de l'UE, il faudrait que nous puissions répondre en important d'autres sources. C'est l'argument qui est développé par diverses analystes, qui insistent sur la « menace russe » à laquelle Nabucco apporterait un élément de réponse, au moins partielle. Dans le cadre de ce rapport, nous appuyons l'idée selon laquelle il n'existe pas une concurrence, mais des concurrences d'intensité variable entre les deux projets:

1. *La concurrence pour les ressources* : par définition, les ressources naturelles sont limitées, donc rares ; le lien entre guerre et ressources est d'ailleurs ancien, et le XXe siècle a montré l'intérêt des grandes puissances pour l'appropriation des ressources stratégiques comme le charbon, puis le pétrole. Dans le cas présent, les deux gazoducs sont en concurrence en partie sur les fournisseurs pour les ressources en provenance du Caucase : le Turkménistan et l'Azerbaïdjan. Si une partie des ressources ne sont toutefois pas en concurrence directe (gaz d'Irak et d'Egypte), le gaz en provenance du Caucase est vital pour les deux projets, même si le discours russe insiste sur la provenance russe du gaz pour South Stream.

2. *La concurrence sur le tracé* : là aussi, les deux projets ne se recoupent pas exactement, mais il est difficile de nier leur dimension concurrentielle. En effet, Nabucco et South Stream passent par des pays qui sont en partie les mêmes : la Bulgarie, la Hongrie, la Turquie et l'Autriche. Seule la Roumanie a pris une position très méfiante vis-à-vis de South Stream, ne considérant pas ce gazoduc comme une réelle option. Dès lors, la prise de décision dans ces pays fait l'enjeu de luttes d'influence au niveau gouvernemental et privé. Les bureaucraties du ministère de l'énergie et des affaires étrangères peuvent avoir des positions divergentes.
3. *La concurrence sur les marchés de consommateurs* : les deux projets visent les mêmes consommateurs centre et ouest-européens, qui font appel de manière croissante au gaz et qui en outre n'ont pas la même sensibilité que les est-européens quant à la question de la dépendance. Leur conception de la sécurité énergétique se fonde surtout sur la conclusion d'accords à long terme avec les fournisseurs russe, algérien ou norvégien. En soit, la concurrence sur les marchés est considérée de manière positive par les institutions communautaires.
4. *La concurrence entre les entreprises* : les projets sont portés par des entreprises qui participent à l'acheminement des ressources. De ce point de vue, la concurrence est plutôt de nature économique que politique, puisque ces investisseurs ont besoin de retour sur investissement. Bien sûr, le domaine de l'énergie appartient pleinement à l'économie *politique* internationale, dans la mesure où ces grandes entreprises ont des relations étroites avec les Etats dont elles sont originaires : la boutade veut qu'on ignore si en réalité ENI fait la politique étrangère de l'Italie ou s'il s'agit de l'inverse. La remarque vaut aussi pour Gazprom, mais plus généralement pour l'ensemble des entreprises énergétiques impliquées. Quant à EDF, il est contrôlé à 85% par l'Etat, un taux bien supérieur aux participations du gouvernement italien, respectivement russe dans ENI et Gazprom.
5. *La concurrence dans les discours et la prise de décision* : dans l'esprit des décideurs, les avis sur les deux projets s'avèrent très tranchés. La rivalité entre les deux projets n'est pas toujours assumée par les dirigeants des pays de transit, dont le message est « *plus nous avons de gazoducs, mieux nous nous portons* » (Ferenc Gyurcsány, ancien Premier ministre hongrois). Pourtant, les entreprises impliquées dans les deux

projets ne vont pas investir dans les deux projets si la demande interne est inférieure à leur offre, surtout dans le contexte actuel de crise.

Nous allons nous attarder sur deux domaines dans lesquels la concurrence énergétique entre l'UE et la Russie est la plus forte : celui des ressources et celui du transit. Pour cela, nous observons les différentes sources susceptibles de remplir les deux gazoducs : la Russie, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan, l'Égypte, l'Irak et l'Iran. En outre, nous ferons une analyse circonstanciée de la question du transit au sein de l'UE, en incluant l'Europe du Sud Est, le Caucase et la Turquie.

La concurrence sur les ressources

Le gaz pour South Stream viendra de Russie et d'Asie Centrale. Nabucco sera lui aussi multi-sources, avec un bouquet d'approvisionnement encore plus diversifié. Du gaz du Turkménistan, d'Azerbaïdjan, d'Irak et d'Égypte est censé le remplir. Il existe une concurrence certaine entre les deux gazoducs pour des ressources par définition limitées pour le gaz turkmène et azéri.

Le Turkménistan

L'étude des limites des possibilités offertes par les divers fournisseurs conduit l'UE et la Russie à acheter du gaz au Turkménistan⁴⁶, pays qui est le plus gros producteur d'Asie Centrale (72 gm³ de gaz en 2007, dont 75% est exportable). Cependant, le volume réel de ses réserves a été l'objet de nombreuses controverses : on a souvent accusé les Turkmènes d'avoir vendu plusieurs fois leur volume à différents clients. D'après l'audit réalisé par le cabinet *Gaffney, Cline and Associates Ltd GCA* concernant les champs de Yolotan Sud / Osman et Yashlar, les réserves seraient très importantes⁴⁷. Même dans le moins bon scénario envisagé, Yolotan Sud / Osman disposerait de plus grosses réserves que le champ russe de Shtokman, estimé à 3,7 trilliards de m³. Il pourrait en ressortir près de 70 gm³ par an. La production potentielle pourrait attendre jusqu'à 100 – 120 gm³ d'après un document sur la stratégie de Gazprom, « Développement du secteur du gaz jusqu'à 2030 », et le volume des exportations

⁴⁶ Nous traitons ici du Turkménistan, en laissant de côté le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, dont les réserves pour l'exportation sont plus limitées.

⁴⁷ "Focus on Turkménistan", *ICIS Heren Gas Markets*, 15 janvier 2009, pp.4-5.

pourrait atteindre 84 gm³ en 2015 et 102 gm³ en 2030⁴⁸. Le problème au Turkménistan n'est pas le manque de ressources, mais la multiplication d'accords signés avec différents partenaires potentiels. Ainsi, le Turkménistan s'est engagé à livrer 30 gm³ à la Chine, 6 gm³ à l'Iran, sans oublier ses livraisons à la Russie.

Du côté européen, les relations avec le Turkménistan ont connu une nouvelle impulsion en 2009, lorsque 459 députés européens ont voté pour un nouvel accord commercial avec ce pays⁴⁹. Ce vote a été préparé depuis la mort du prédécesseur de l'actuel dirigeant. Lors des neuf mois qui ont suivi la mort de Saparmourat Niazov en décembre 2006, le Turkménistan a reçu 283 délégations officielles, tandis que Gurbanguly Berdymukhamedov a effectué neuf visites d'Etat à l'étranger, une activité diplomatique extrêmement active jamais constatée auparavant⁵⁰. La Commission a salué la présence du Turkménistan au Sommet de Budapest⁵¹, même si ce pays n'a pas signé la déclaration politique sur le gazoduc Nabucco à Prague. Cette insistance pour importer du gaz turkmène se retrouve par exemple chez le directeur général des Affaires économiques extérieures du Ministère allemand de l'économie et de la technologie, Karl-Ernst Brauner : « *cette coopération paraît très prometteuse compte tenu de l'intérêt porté par l'Union européenne aux livraisons de gaz turkmène et de la politique d'Achkhabad de diversification des itinéraires d'exportation des produits énergétiques* »⁵².

Si le Turkménistan est courtisé par l'UE, ce n'est pas pour autant qu'il peut s'autonomiser facilement de la Russie, ni encore qu'il le veuille vraiment⁵³. La politique russe à son égard a connu une inflexion : alors que le but était de maximiser le profit de Gazprom jusqu'à il y a peu de temps, il s'agit à présent d'assécher les efforts européens de diversification énergétique, en privant de ressources le gazoduc trans-caspien. C'est la raison pour laquelle, depuis le 1^{er} janvier 2009, Moscou paie « le prix du marché » aux Turkmènes, et ne voit pas d'un si mauvais œil l'arrivée des Chinois. L'avenir énergétique du

⁴⁸ *Ibid*

⁴⁹ Andrew Rettman, "EU normalises relations with Turkmenistan", *EU observer*, 22 avril 2009, <http://euobserver.com/9/27985>

⁵⁰ Indra Overland, "Natural Gas and Russia – Turkmenistan Relations", *Russian analytical digest*, n°56, 3 mars 2009, <http://www.fni.no/russcasp/RAD-56.pdf>.

⁵¹ Entretien avec Christopher Ross.

⁵² « L'UE souhaite toujours importer du gaz turkmène (ministère allemand) », *Ria-Novosti*, 20 mai 2009, <http://fr.rian.ru/world/20090526/121748296.html>

⁵³ L'absence de critiques des Russes par rapport aux affaires intérieures du Turkménistan est manifeste, y compris pour le sort de la minorité russe sur place bien plus discriminée que dans les pays baltes. L'accord tacite est que tant que les relations gazières continuent, la diplomatie russe se désintéresse de ce dossier. Toutefois, il faut admettre que les Européens en général ne sont pas très véhéments sur ce dossier.

Turkménistan peut donc très bien continuer de s'appuyer sur la Russie, tout en poursuivant une stratégie de diversification progressive avec la Chine et l'UE.

Néanmoins, certains experts avancent que le Turkménistan se sert de l'UE pour faire monter les enchères avec la Russie. « *Il serait pourtant prématuré d'affirmer que le Turkménistan a complètement renoncé à sa coopération avec la Russie : ses escapades du côté de Bruxelles semblent plutôt une tentative d'obtenir des conditions plus avantageuses. La partie turkmène marchandera, selon M. Alexandrov, jusqu'au bout en faisant monter le prix de sa participation à tel ou tel projet* »⁵⁴. Voilà sans doute pourquoi le Turkménistan a refusé de signer la déclaration de Prague du 8 mai 2009 (en compagnie de l'Ouzbékistan et du Kazakhstan). Comme le reconnaît le controversé Matthew Bryza, ancien sous-secrétaire d'Etat américain pour l'Europe et l'Eurasie : « *je sens que le Turkménistan voudrait bien y participer, mais qu'il a des doutes. C'est bien compréhensible : le Turkménistan souhaite avoir de bonnes relations avec la Russie* »⁵⁵.

Enfin, la Chine a décidé d'octroyer un crédit de 4 milliards de dollars via sa Banque de développement au Turkménistan pour son secteur gazier (Turkmengaz) dans le cadre d'une rencontre entre le vice-Premier ministre chinois Li Keqiang avec le président turkmène Gurbangouly Berdymoukhamedov à Achkhabad⁵⁶. La Chine et le Turkménistan ont également signé un accord sur la livraison supplémentaire de 10 gm³ de gaz turkmène. Grâce à l'accord, le gazoduc reliant les deux pays, long de 7000 kilomètres pourra acheminer à terme 40 gm³ par an. Cet accord n'est pas sans conséquence, ni pour le gazoduc Nabucco qui se voit privé d'un fournisseur attendu, ni pour la Russie qui, selon les dires de certains analystes, voit s'éroder son influence sur l'espace post-soviétique. D'autres, voient dans cette diversification une bonne nouvelle pour Moscou, puisque toute quantité exportée vers la Chine ne le sera pas vers l'Europe. Pour le Turkménistan, l'option chinoise est intéressante, car elle présente les mêmes avantages économiques que l'UE, sans les inconvénients. La Chine ne demande aucune conditionnalité et ne regarde pas le respect effectif des droits de l'homme. La diplomatie chinoise reste extrêmement présente autour des personnalités de Turkmenbaschi et des relations étroites se sont tissées entre dirigeants. De plus, elle a montré sa capacité d'avancer sur des projets de manière concrète en construisant le plus long gazoduc du monde, d'une

⁵⁴ « Gaz : le sort de Nabucco et South Stream entre les mains d'Achkhabad (Vremia Novosti / gazeta.ru) », *Ria-Novosti*, 29 avril 2009, <http://fr.rian.ru/world/20090429/121369350.html>

⁵⁵ « Gaz : le Turkménistan souhaite adhérer au projet Nabucco, mais redoute la Russie (Bryza) », *Ria-Novosti*, 11 mai 2009, <http://fr.rian.ru/world/20090511/121537033.html>

⁵⁶ « Turkménistan : Pékin met la main sur le gaz, Moscou et Bruxelles sur le carreau », *Ria-Novosti*, 25 juin 2009, <http://fr.rian.ru/world/20090625/122108474.html>; « China, Turkmenistan seal long term energy deal », Associated Press, 25 juin 2009, <http://www.forbes.com/feeds/ap/2009/06/25/ap6584626.html>

longueur de 7000 km, alors que les projets soutenus par l'UE piétinent. L'option chinoise présente l'avantage supplémentaire de pouvoir garder les relations avec la Russie. Une éventuelle diversification vers l'UE apporterait davantage de tensions dans les relations russo-turkmènes.

La concurrence sur les ressources turkmènes pourrait finalement être moins intense que prévu et cela grâce à la crise. Gazprom achète moins de gaz turkmène du fait de la lourde chute de ses exportations vers ses principaux marchés européens. Cette quantité de gaz qui aurait dû être exportée à la Russie est désormais disponible et elle pourrait alimenter Nabucco, mais elle est conditionnée par l'existence des infrastructures nécessaires pour l'acheminer vers l'Europe. Deux options sont à l'étude : un gazoduc d'une longueur de 60 km entre les gisements offshore turkmènes et azéri et le Transcaspien. L'une est plus technique et utilise un précédent déjà existant dans la Caspienne, l'autre est politique et requiert l'accord de la Russie et de l'Iran, ce qui constitue une hypothèse forte.

L'Azerbaïdjan

Les réserves de l'Azerbaïdjan, principalement le champ de Shah Deniz au sud de la Caspienne, font l'objet d'une attention particulière de la part de l'UE, sachant qu'un raccordement aux réseaux de transport européens est envisageable. La Commission avait promu dès 1992 – 1993 la coopération régionale entre l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie à travers TACIS ainsi qu'à travers des programmes spécifiques comme TRACECA (Corridor de transport Europe – Caucase – Asie) et INOGATE (Transport inter étatique de pétrole et de gaz vers l'Europe)⁵⁷, avec des résultats assez minces, du fait du désintérêt des Etats-membres : l'Allemagne se concentre alors sur la Géorgie, la France sur l'Arménie ; seul le Royaume-Uni, dont les troupes étaient présentes entre 1918 et 1920, prête une attention particulière à l'Azerbaïdjan. Cette situation n'empêche pas la signature d'un accord de partenariat et de coopération entre l'UE et l'Azerbaïdjan en 1996. Jusqu'au milieu des années 2000 donc, le Caucase ne fait pas partie des priorités de l'UE ; il faudra attendre l'inclusion du Caucase du Sud dans la politique européenne de voisinage par le Parlement européen en 2004 pour que le profil politique de la région augmente. L'Azerbaïdjan signe un protocole d'accord dans le domaine de l'énergie avec l'Union européenne dans le cadre de l'initiative de Bakou de novembre 2006. Comme l'avance Samuel Lussac, « *Le lieu du lancement de*

⁵⁷ A l'époque, les États-membres ont refusé de s'engager dans le débat sur le BTC (Bakou – Tbilissi – Ceyhan), qui est essentiellement un affrontement entre les États-Unis et la Fédération de Russie.

l'initiative de Bakou ainsi que la signature de ce protocole (un mois avant celui du Kazakhstan) montre la place de choix qu'occupe désormais l'Azerbaïdjan dans la politique énergétique européenne. Aux yeux de Bruxelles, cette dernière doit devenir un partenaire stratégique de l'Union européenne en la matière, de par son positionnement en tant qu'Etat producteur et (futur) Etat transitaire »⁵⁸. En outre, l'Azerbaïdjan est inclus à la fois dans Synergie Mer Noire ainsi que dans le Partenariat oriental⁵⁹.

Les Européens se félicitent de la participation active de l'Azerbaïdjan dans les grandes conférences de Budapest et Sofia à propos de Nabucco. A Budapest (27 janvier 2009), Ilham Aliyev s'est exprimé avant le Premier ministre tchèque d'alors et président en exercice de l'UE, M. Topolanek. Dans son discours, il se revendique à la fois comme un pays producteur et un pays de transit. Lors de la conférence de Sofia (23-24 avril 2009), le ministre de l'industrie et de l'énergie azerbaïdjanais fait le déplacement. Lors de la conférence de Prague (8 mai 2009), l'Azerbaïdjan a accepté de signer la déclaration de Prague, à la différence des pays d'Asie Centrale, dont le Turkménistan.

Toutefois, il faut également prendre en compte les relations entre la Russie et l'Azerbaïdjan, qui sont déterminées par deux dossiers : le conflit du Haut-Karabagh et l'exportation azerbaïdjanaise des ressources d'hydrocarbures⁶⁰. Bakou est de fait de plus en plus autonome vis-à-vis de la Russie en matière énergétique, particulièrement depuis 2004. L'Azerbaïdjan a depuis fait le choix de s'éloigner de la Russie pour ses importations⁶¹, détenant même une influence grandissante en Géorgie depuis 2006, où SOCAR détient depuis la fin de 2008 les infrastructures de distribution gazière, et doit contractuellement fournir pendant cinq ans du gaz à un prix peu élevé à la Géorgie.

Cependant, la Russie a une nouvelle fois pris l'Union européenne de court, car Gazprom a récemment convenu avec la compagnie publique azéri GNKAR de lui acheter, à partir du 1^{er} janvier 2010, 0,5 gm³ de gaz par an. Même si la quantité est insignifiante, il est stipulé dans le contrat que le volume a vocation à augmenter par la suite. Ce gaz proviendra

⁵⁸ Samuel Lussac, *Géopolitique du Caucase*, éditions Technip, octobre 2009.

⁵⁹ David Cadier, Florent Parmentier, « L'Europe centrale, premier violon du concert européen », *Telos*, 15 mai 2009.

⁶⁰ Heidi Kjaernet, "The Energy Dimension of Azerbaijani-Russian Relations: Maneuvering for Nagorno-Karabakh", *Russian analytical digest*, n°56, 3 mars 2009, <http://www.fni.no/russcasp/RAD-56.pdf>.

⁶¹ Paradoxalement, les relations russo-azerbaïdjanaises redémarrent fin juin 2009, avec la signature d'un accord entre Gazprom et Socar portant sur la livraison de gaz pour le marché russe dès le 1^{er} janvier 2010, pour un volume de 0,5 gm³, avec la possibilité d'importer davantage. Cet accord affaiblit Nabucco en pesant sur son talon d'Achille, à savoir les sources d'approvisionnement. Voir Marina Lapenkova, « Gaz : Moscou chasse sur le terrain de Nabucco et signe un accord avec Bakou », *AFP*, 29 juin 2009. Dans cette perspective, on peut avancer que c'est surtout sur la deuxième tranche du gisement Shah Deniz qui intéresse la Russie.

de la première phase d'exploitation du gisement de Shah Deniz, un gisement sur lequel comptaient aussi les promoteurs de Nabucco.

Devant la compétition pour les ressources turkmènes et azerbaïdjanaises, les promoteurs de Nabucco ont cherché à développer d'autres pistes, qui ont fini par gagner en intérêt, malgré un certain scepticisme au départ de la part des analystes.

Les pistes égyptienne, irakienne et iranienne

Les capacités gazières en provenance d'Égypte, d'Irak et d'Iran ne font pas l'objet d'une concurrence directe entre Nabucco et South Stream. Si le gaz en provenance d'Égypte et d'Irak est envisagé pour remplir Nabucco à court terme, l'option iranienne reste ouverte à long terme en fonction des changements politiques éventuels à Téhéran.

Le ministre de l'énergie et du pétrole égyptien, Sameh Famy, s'était rendu à la conférence Nabucco de Budapest pour souligner l'accroissement de la production gazière, le besoin de lutter contre la volatilité des prix et l'importance du projet Nabucco.

Le gazoduc arabe, signé en 2001, pourrait s'étendre à la Turquie, d'où il se raccorderait à Nabucco, dans le cadre d'un accord de 2006 entre l'Égypte, la Syrie, la Jordanie, la Turquie, le Liban et la Roumanie, pour apporter de 3 à 5 gm³ au projet. La Commission européenne a proposé d'encourager ce rattachement en y adjoignant l'Irak en mai 2008⁶². L'UE souhaiterait que ce gazoduc soit relié à la Turquie, afin de favoriser la diversification de ses sources d'approvisionnement⁶³. L'Égypte exporte du gaz vers le Moyen-Orient à travers ce gazoduc vers la Jordanie, le Liban et la Syrie⁶⁴. La première phase du gazoduc, reliant l'Égypte avec le port jordanien d'Aqaba, a été finalisée en 2003 (en évitant de passer par le territoire israélien). En 2005, le gazoduc a été prolongé jusqu'à la ville jordanienne de Rihab, et la troisième phase dessert l'usine électrique syrienne de Deir Ali.

⁶² Commission européenne, "Joint Press Statement on enhancing energy cooperation between the EU, Turkey, the Mashreq countries and Iraq, 20 mai 2008, http://delirq.ec.europa.eu/ar/documents/Joint%20Statement_5th%20May2008_%20Brussels.pdf

⁶³ Kostis Geropoulos, Pan-Arab Gas to Supply Nabucco: Just a Pipe Dream", *New Europe*, n°771, 3 mars 2008.

⁶⁴ Inna Gaiduk, "Russia and the EU Negotiate Energy", *Russian Petroleum Investor*, août 2008, p.10.

Plus récemment, la piste irakienne a éveillé un grand intérêt chez les Européens, malgré la situation géopolitique du Kurdistan irakien. Ironiquement, on peut affirmer que le projet Nabucco ferait son retour aux sources⁶⁵.

L'enthousiasme vient de la découverte des champs Khor Mor (40 gm³) et Chechemal (60 gm³), dont les réserves sont plus importantes que prévues⁶⁶. Le statut de ces champs reste encore à définir, puisqu'ils font l'objet d'une lutte d'influence entre le gouvernement central, qui souhaite faire main basse sur la rente et reconstruire l'économie, et le Kurdistan qui souhaite répartir la rente sur une base locale. Toutefois, il faut rappeler que les volumes de gaz seront d'abord consacrés aux besoins locaux irakiens et à la demande turque, avant d'alimenter le projet Nabucco. Au final, « *la perspective d'ajouter 15 gm³ de gaz irakien aux 8 et 12 gm³ que l'Azerbaïdjan promet de son côté à Nabucco renforce considérablement les chances de ce projet de devenir une réalité* »⁶⁷. Cet optimisme pour Nabucco n'est cependant pas partagé par des observateurs russes⁶⁸. En outre, deux des actionnaires de Nabucco (OMV et Mol) ont acquis des parts dans les réserves de gaz (10% chacune de *Pearl Petroleum*). Ces deux champs nécessiteront des investissements de 8 milliards de dollars. Or, le Premier ministre Nouri al-Maliki mise sur les champs d'Akkas et de Mansouriyeh, dans le sud du pays, au détriment des champs du Nord situés au Kurdistan. Cette rivalité entre les Kurdes et le gouvernement fédéral fragilise l'Irak en tant que pays fournisseur éventuel pour Nabucco.

L'Iran présente un cas paradoxal : alors que le projet initial semblait destiner l'Iran au rôle de fournisseur privilégié de Nabucco, il est vraisemblable que ce projet ne s'appuie pas sur ce pays en fin de compte, au moins pour le court terme.

Le système gazier iranien se trouve lui-même dans une situation délicate, victime d'un sous-investissement chronique depuis maintenant plusieurs années ; il y a là un réel besoin que les investisseurs de l'UE pourraient combler, que ce soit dans la production ou le transport. L'Iran n'a d'ailleurs toujours pas choisi s'il était préférable d'exporter ses ressources par voie terrestre ou par GNL ; les pragmatiques du régime tendent à être plutôt favorables avec un partenariat plus fort avec l'UE, tandis que le Président Mahmoud Ahmadinedjad privilégie son tropisme eurasiatique⁶⁹. Au sein de l'UE, les Etats les plus

⁶⁵ En effet, puisque le projet Nabucco tire son nom du roi mésopotamien Nabuchodonosor.

⁶⁶ *Pétrostratégies*, 25 mai 2009, n°1114, p.1-6.

⁶⁷ *Op. cit.*, p.6.

⁶⁸ « Gaz : le combustible irakien est incapable de résoudre les problèmes de Nabucco (Gazeta.ru) », *Ria-Novosti*, 19 mai 2009, <http://fr.rian.ru/world/20090519/121658554.html>

⁶⁹ Clément Therme, « L'Iran : exportateur de gaz ? », *Note de l'IFRI*, mars 2008, http://www.ifri.org/files/Moyen_Orient/Iran_exportateur_gaz_therme.pdf

favorables à une coopération avec l'Iran sont l'Autriche et l'Italie, en dépit des réticences de la France et de la Grande-Bretagne. De plus, si Téhéran a quadruplé sa production entre 1990 et 2005, cette augmentation a essentiellement servi à répondre à une demande croissante sur le plan interne, qui l'oblige à importer du gaz.

Après avoir été pendant longtemps non envisageable, les chances de voir l'Iran entrer à terme dans Nabucco semblent de plus en plus évoquées. Selon le directeur général d'OMV, Wolfgang Ruttenstorfer, « *les deuxièmes plus grosses réserves de gaz au monde se trouvent en Iran. Par conséquent, construire le gazoduc Nabucco et dire qu'il ne devrait pas transporter de gaz iranien n'aurait pas de sens* »⁷⁰. En décembre, le Président turc Abdullah Gül se déclarait prêt à acheter du gaz venant de Géorgie comme d'Iran, tandis que le directeur du consortium Nabucco, Reinhard Mitschek, a envisagé une hypothèse similaire⁷¹. Côté américain, selon l'envoyé spécial du secrétaire d'Etat pour l'énergie eurasiatique, Richard Morningstar, l'Iran pourrait participer au projet Nabucco si Téhéran normalise ses relations avec Washington, ce qui passe par la résolution de la question nucléaire iranienne et l'arrêt des sanctions⁷².

Cependant, il faut observer que le gaz iranien reste un objet d'intérêt au-delà de l'UE, même si les possibilités d'un accord sont incertaines. Ainsi, la signature d'un accord de 4,7 milliards de dollars entre le Chinois CNPC (*China National Petroleum Corporation*) et l'Iranien NIOC (*National Iranian Oil Company*) le 3 juin 2009 à Pékin pour développer le champ de Pars sud (où se trouve près de la moitié des réserves de gaz du pays) a été réalisé au détriment de Total⁷³. En outre, la réalisation du gazoduc Iran-Pakistan semble éloigner la perspective d'un raccordement prochain des sources iraniennes au projet Nabucco. Ainsi, « *Gazprom a annoncé sa volonté de participer à ce projet, dont la réalisation permettra de diriger les volumes libres de gaz du gisement Pars du Sud vers les marchés de l'Asie du Sud en les mettant donc hors de portée de Nabucco* »⁷⁴. Néanmoins, toute porte n'est pas fermée à moyen ou long terme.

⁷⁰ Anna Mudeva, "Iran gas should be an option for Nabucco: OMV", *Reuters*, 21 octobre 2008, <http://www.reuters.com/article/CentralEuropeanInvestment08/idUSTRE49K52E20081021>

⁷¹ "Nabucco pipeline may begin in Iran, CEO says", *Teheran Times*, 7 février 2009, <http://www.tehrantimes.com/PDF/10527/10527-3.pdf>

⁷² "Iran moves towards Nabucco nodes", *upstreamonline.com*, 4 juin 2009, disponible à l'adresse : <http://www.upstreamonline.com/live/article180035.ece>

⁷³ Bruce Pannier, "Is Europe next, after major gas deal with China?", *RFE/RL*, 5 juin 2009, http://www.rferl.org/content/Iran_Signs_Major_Gas_Deal_With_China_Is_Europe_Next/1747803.html

⁷⁴ « Un gazoduc vers le Pakistan pour évincer Nabucco de l'Asie du Sud (Kommersant) », *Ria-Novosti*, 27 mai 2009, disponible à l'adresse : <http://fr.rian.ru/world/20090527/121761205.html>

La compétition sur le transit

La concurrence sur le transit est d'une nature différente de celle sur l'approvisionnement, puisque ce sont les dynamiques politiques au sein de l'UE, de l'espace caspien et en Turquie qui la conditionnent.

Au sein de l'UE

Dans ce que l'on nomme parfois la « guerre des pipelines », la Russie semble chercher à vider le projet Nabucco de sa substance. En effet, Moscou approche les pays partenaires de Nabucco en leur promettant non seulement des contrats d'approvisionnement à des prix préférentiels mais aussi la possibilité de les transformer en hub énergétique. Parmi les pays membres, la Russie a déjà fait cette promesse à l'Autriche, à la Hongrie, à la Bulgarie, à la Grèce et à la Slovaquie. Autant dire que la tactique de Kremlin est de mettre ces pays en concurrence et de diviser encore davantage l'UE, puisque tous ne peuvent logiquement devenir des hubs énergétiques majeurs⁷⁵. Les Etats membres ayant succombé à la tentation d'un accord avec la Russie justifient leur relation bilatérale avec la Russie par le besoin de sécuriser leur approvisionnement énergétique en absence d'un véritable marché européen de l'énergie qui pourrait les protéger contre des pénuries éventuelles⁷⁶.

Le premier pays à avoir accepté l'idée d'une participation dans South Stream en parallèle du développement du projet Nabucco est l'Autriche, pourtant impliquée au premier chef dans le projet Nabucco. Dans le cadre d'une visite d'Etat du Président russe à Vienne le 23 et 24 mai 2007, un Mémorandum de compréhension a été signé entre Gazprom et l'Autrichien OMV. Il prévoit la construction du plus grand centre de gestion des transits gaziers en Europe, à Baumgarten an der March. Le nouveau hub de Baumgarten a en outre vocation de devenir le deuxième plus important centre de stockage en Europe avec une capacité de 2,5 gm³⁷⁷. Il existe déjà un important hub à Baumgarten et il est détenu à 100%

⁷⁵ Mark Leonard & Nicu Popescu, *op.cit.*, p.13

⁷⁶ Katinka Barysch, *op.cit.* p.6

⁷⁷ Renaud François, 'Gazprom et Poutine', *op.cit.*

par OMV. L'endroit est important pour Nabucco puisque c'est son point d'arrivée et le lieu où il sera branché au réseau gazier européen. Le contrat signé à Vienne met Nabucco en échec. La maîtrise du nouveau hub de Baumgarten par une joint venture russo-autrichienne détenue à part égale par Gazprom et OMV enlève du sens à la raison d'être du projet Nabucco. Ce dernier, s'il est construit, apportera du gaz non russe à un hub russo-autrichien. De toutes les manières, il faudra composer avec Gazprom, qui n'aura certes pas la maîtrise du tube, mais il détiendra une participation importante dans le hub d'arrivée du gazoduc⁷⁸. C'est dire que le double objectif de l'Union ne serait pas atteint. De plus, le projet sort décrédibilisé aux yeux des investisseurs potentiels. Le comportement d'OMV met en exergue des considérations purement commerciales, pensées dans une stratégie à court terme et motivées par pur pragmatisme commercial⁷⁹, car la Russie lui propose d'être sa principale base de distribution en Europe.

La deuxième défection partielle est celle de la Bulgarie, en janvier 2008. Lors de la visite d'Etat du Président Poutine en Bulgarie, les ministres de l'industrie russe et bulgare signent un accord sur l'inclusion de la Bulgarie dans le projet South Stream. La Bulgarie est néanmoins un partenaire de seconde classe dans South Stream, puisqu'elle n'obtient que 50% de la société qui exploite le tronçon bulgare du gazoduc⁸⁰. La situation est toute autre en tant que partenaire de Nabucco, où elle est associée à part égale dans le consortium qui détient l'intégralité du projet. Même dans ces conditions, la Bulgarie préfère s'associer aussi à South Stream. L'argument des autorités bulgares est que les quantités transitées par le pays augmenteront de 30 gm³ et que la Bulgarie recevra d'importantes sommes d'argent en tant que taxe de transit⁸¹. Cependant, ces deux arguments sont tout aussi valables dans le cas de Nabucco. Si la Bulgarie a signé avec la Russie, c'est parce que fraîchement entrée dans l'UE, elle est partagée entre sa volonté de s'ancrer en Europe et sa dépendance envers Moscou qui lui fournit 70 % de son gaz et devrait construire la future centrale nucléaire de Bélène⁸². L'alternance de juillet 2009 semble toutefois réorienter Sofia vers Nabucco, puisque à la demande du nouveau Premier ministre, les projets avec la Russie ont été suspendus. Cependant, ce revirement en faveur de Nabucco semble tenir plus de l'art de la négociation que des réelles convictions. En effet, le même Premier ministre vient d'annoncer le 7

⁷⁸ Vladimir Socor, 'OMV Joins With Gazprom to Undercut Nabucco', Eurasia Daily Monitor, *Jamestown Foundation*, 29 janvier 2008

⁷⁹ Vladimir Socor, 'OMV Joins With Gazprom...', *op.cit.*

⁸⁰ <http://www.enviro2b.com/environnement-actualite-developpement-durable/7548/article.html>

⁸¹ <http://www.enviro2b.com/environnement-actualite-developpement-durable/7548/article.html>

⁸² <http://acturca.wordpress.com/2008/01/21/south-stream-et-nabucco-les-deux-gazoducs-de-la-discorde-entre-union-europeenne-et-russie-2/>

juillet 2010 à Sofia l'accélération des travaux pour South Stream. Cette annonce est faite après des négociations entre la Bulgarie et Gazprom sur le prix des livraisons du gaz russe. Selon les termes de l'accord russo-bulgare, il a été convenu que South Stream utiliserait le réseau bulgare existant, détenu à 100% par la Bulgarie. Après une menace d'exclusion de South Stream en octobre 2009, puis en février et juin 2010, suite à l'arrivée de la Turquie, le gouvernement bulgare a déclaré publiquement qu'il n'abandonnerait pas South Stream en juillet 2010.

L'arrivée de la Serbie en février 2008 dans le projet est à placer dans une perspective plus large liée à des relations politiques fortes, notamment à propos du Kosovo. La Serbie a ainsi accepté de céder 51% de son entreprise énergétique nationale à Gazprom à un prix inférieur à sa valeur de marché réelle.

Après la défection partielle bulgare et le recrutement serbe, seule la Hongrie manquait à Gazprom pour atteindre le marché autrichien. La défection partielle des Hongrois s'opère en février 2008. L'explication réside dans l'OPA hostile que l'Autrichien OMV a lancée sur son partenaire dans Nabucco, le Hongrois Mol⁸³. Celui-ci s'allie avec Gazprom pour faire face à l'assaut d'OMV. En même temps, le Président Poutine promet au Premier Ministre Ferenc Gyurcsany de transformer la Hongrie en hub énergétique européen⁸⁴. Une proposition tentante pour ce pays, dépendant à 100% des importations de gaz russe. Cependant, l'attitude de la Hongrie est duale et complexe : Mol, l'entreprise nationale à capital privé a toujours soutenu Nabucco, alors que le gouvernement a fait preuve d'opportunisme. Dès lors que l'Autrichien OMV renonça à son OPA sur Mol, le gouvernement en la personne de son Premier Ministre manifesta le désir de relancer Nabucco grâce à un sommet réunissant toutes les parties prenantes au projet.

L'entrée de la Grèce et de la Slovaquie dans le projet South Stream, deux pays ne faisant pas partie de Nabucco, l'a sécurisé encore davantage et l'a rendu plus crédible aux yeux d'investisseurs potentiels. Si la Grèce compte comme un recrutement supplémentaire⁸⁵, l'arrivée de la Slovaquie est un coup dur pour le projet Nabucco, ainsi que pour la crédibilité de la Commission, soutien ardent du projet mais incapable de mettre tous les acteurs européens sur la même ligne. La Slovaquie a fait une entrée fracassante dans le projet, puisqu'elle l'a annoncée au moment où elle venait de prendre la Présidence tournante de l'UE. L'inclusion d'EDF dans le projet South Stream projet, à hauteur de 10% renforce la dimension

⁸³ Vladimir Socor, 'OMV versus MOL : A Test Case For The EU and Its Energy Policy', *Eurasia Daily Monitor / Jamestown Foundation*, 2 octobre 2007

⁸⁴ Katinka Barysch, *op.cit.*, p.6

européenne du projet, que Gazprom veut mettre en avant pour obtenir le statut de gazoduc d'intérêt européen.

Cependant, malgré leur défection partielle, tous ces pays continuent de soutenir au moins verbalement Nabucco. L'argument mis en avant est qu'il y a assez de place pour deux gazoducs, vu que la demande européenne ne fera que s'accroître. Cet argument est partiellement démenti par les chiffres de la consommation européenne, en lourde chute à cause de la crise.

Au sein du Caucase

L'Azerbaïdjan est un pays producteur important, mais c'est également un pays de transit essentiel pour les ressources de la Caspienne. Pour preuve, OMV y a installé un lobbyiste depuis deux ans (Wolfgang Sporrer, un ancien de la Commission européenne), tandis que RWE a ouvert en juin 2009 un important bureau afin de développer ses liens avec SOCAR⁸⁶. Le blocage des discussions avec la Turquie auquel on a assisté au cours de 2009 n'a pas empêché Bakou de continuer à prospecter pour acheminer le gaz des autres pays de la région, et principalement du Turkménistan. Cette volonté azerbaïdjanaise de s'établir comme Etat de transit est d'ailleurs soutenue par l'Union européenne et les Etats-Unis.

La possibilité de voir du gaz turkmène exporté en Europe a été évoquée pour la première fois au milieu des années 1990. Soutenu par les Etats-Unis, un gazoduc Transcaspien était considéré comme idéal pour transporter du gaz turkmène vers les marchés européens tout en contournant l'Iran et la Russie. Il devait transporter 30 gm³ au départ du Turkménistan. Sur ce volume, 16 gm³ étaient destinés à la Turquie et 14 devaient approvisionner les marchés européens. Ce projet était porté par le consortium *Pipeline Solution Group* (PSG), formé en 1999 et composé de Bechtel Entreprises, General Electric et Shell. En mai 1999, le président du consortium PSG avait annoncé qu'il n'y aurait pas à la fois Blue Stream et le Transcaspien. En fin de compte, le premier a été réalisé, le second ayant été avorté en raison des désaccords entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan et de la découverte du gisement de Shah Deniz : Bakou voulait notamment que la moitié de la capacité de transport du gazoduc Transcaspien serve à transporter le gaz de Shah Deniz. Heïdar Aliev a alors expliqué à son homologue turkmène Sapramourad Niyazov qu'il voulait d'abord vendre son propre gaz avant de faire transiter les ressources turkmènes. Les investisseurs de Shah

⁸⁵

<http://www.enerzine.com/12/4825+la-grece-rejoint-le-projet-de-gazoduc-southstream+.html>

Deniz, BP en tête, préféreraient également construire le gazoduc BTE avant un éventuel tube transcaspien car ils n'ont pas d'intérêt au Turkménistan. Achgabat et Bakou étaient également en désaccord sur l'exploitation du gisement pétrolier de Kapaz en mer Caspienne, chacune estimant qu'il se trouvait dans ses eaux territoriales. Depuis 2006, ce projet est de nouveau évoqué et l'amélioration des relations entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan⁸⁷ semble le rendre désormais possible. Bakou a adressé trois propositions à Achgabat :

- L'établissement d'un régime de transit libre, transparent et non discriminatoire pour le transit du gaz turkmène sur le territoire azerbaïdjanais ;
- L'achat du gaz turkmène à la frontière turkmène avec la construction par Bakou d'un gazoduc entre un point donné en mer Caspienne et l'Azerbaïdjan ;
- Le système dit du *Caspian Development Corporation* (CDC), soit un mécanisme d'achat mis en œuvre à l'aide de la Commission européenne pour acquérir le gaz turkmène à la frontière.

Pour le moment, Achgabat réserve sa décision et Bakou attend de son côté qu'elle prenne désormais l'initiative. Cependant, en dépit des dénégations, la question du statut de la mer Caspienne reste un obstacle dans ces discussions. Les deux pays sont actuellement en négociations pour une exploitation conjointe du gisement de Kapaz, situé à la frontière des deux Etats. Le règlement de cette question semble essentiel à toute avancée significative sur le transport transcaspien du gaz turkmène. Il n'empêche, l'Azerbaïdjan se montre très actif pour attirer le gaz turkmène, consciente qu'il a tout à gagner à devenir un pays de transit entre l'Asie centrale et l'Europe. SOCAR a par exemple ressorti des cartons une étude de faisabilité réalisée à la demande du programme européen INOGATE en 1999. Cette étude propose la mise en place d'un système de transport de gaz naturel comprimé entre le Turkménistan et l'Azerbaïdjan. Cette proposition a été accueillie avec scepticisme par les partenaires du consortium Nabucco. Ils considèrent que cette solution ne fait pas sens dans la Caspienne puisqu'il n'y a actuellement pas de flotte GNC dans cette mer.

Il faudrait donc en acheminer une, accroissant les coûts d'un projet qui est déjà élevé. OMV et RWE continuent d'espérer la construction d'un gazoduc entre ces deux Etats, pour un coût estimé à environ 2 ou 3 milliards de dollars. OMV refuse également d'écarter la voie iranienne. Avec les récents développements en Iran, elle espère un changement politique d'ici

⁸⁶ A noter qu'ENI dispose également de bureau localement qui s'occupe davantage du BTC que du projet South Stream.

⁸⁷ Achgabat a notamment ouvert à nouveau en 2008 son ambassade à Bakou.

2015. Si un pouvoir plus favorable à l'Occident se mettait en place, le consortium Nabucco pourrait faire transiter le gaz turkmène par l'Iran.

SOCAR compte également sur l'engagement des grandes puissances occidentales pour faire avancer la question de l'acheminement du gaz de la Caspienne vers l'Europe. Dans cette perspective, Bakou suit attentivement les développements autour du CDC. Si l'historique de ce mécanisme diffère selon les personnes, il semblerait que, courant 2008, de hauts responsables de la compagnie pétrolière turque BOTAS ont proposé à leurs homologues présents au sein de l'Association Internationale des Producteurs de Pétrole et de Gaz (OGP)⁸⁸ de mettre en place un mécanisme d'achat unique pour s'emparer du gaz turkmène, proposition reprise à son compte par la Commission européenne, qui a fait sien ce projet. Ce mécanisme aurait trois intérêts : mettre en place une demande sûre de gaz pour les pays producteurs, créer une seule plateforme d'achat et offrir des mécanismes financiers communs. L'objectif serait d'acheter grâce à un mécanisme unique de 60 à 120 gm^3 de la Caspienne par an. En pratique, le mécanisme de régulation serait mis en œuvre et garanti par la Commission européenne et les institutions financières internationales, en l'occurrence la Banque Mondiale et la Banque Européenne d'Investissement. Les compagnies pétrogazières auraient ensuite à charge d'apporter les fonds nécessaires à l'achat du gaz. SOCAR serait convaincu que le CDC pourrait aider le Turkménistan à opter pour une évacuation transcaspienne de son gaz. L'Azerbaïdjan n'est en revanche *a priori* pas intéressé par ce dispositif car elle ne souhaite pas d'intermédiaire dans la vente de son gaz. SOCAR souhaite ainsi vendre son gaz directement aux clients intéressés le long du tracé de Nabucco. C'est pourquoi elle critique l'idée du consortium que le gazoduc fasse le même diamètre tout le long de son parcours : si vente du gaz le long du parcours il y a, alors les volumes seraient sensiblement inférieurs à l'arrivée de Nabucco à Baumgarten qu'au départ du tube à Erzurum. Bakou est également satisfaite de l'engagement fort des Etats-Unis. L'Agence américaine pour le Développement International (*US Agency for International Development*) a ainsi octroyé 1,7 million de dollars à SOCAR en février 2008 pour commanditer des études de faisabilité sur le transport transcaspien du pétrole et du gaz. SOCAR a alors mandaté le cabinet américain *Kellogg, Brown & Root* (KBR) pour ces études. SOCAR attend désormais avec impatience les conclusions des sous-contractants, et notamment de McDermott Caspian Contractors.

⁸⁸ Cette association a été formée en 1974 pour représenter les compagnies pétro- gazières présentes en amont au sein des institutions internationales de régulation sous le nom de Forum Exploration et Production. En 1999, elle a changé de nom pour devenir l'OGP. Elle dispose de bureaux à Bruxelles et à Londres.

La nomination en avril 2009 par la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton de Richard Morningstar comme Envoyé spécial pour l'Energie eurasienne a également été très bien accueilli en Azerbaïdjan. SOCAR se satisfait de pouvoir compter sur un diplomate disposant d'une forte influence à Washington et très au fait des enjeux énergétiques dans la Caspienne. Pour mémoire, en 1998, Morningstar a été nommé Conseiller spécial du Président et du Secrétaire d'Etat pour la Diplomatie Energétique dans le Bassin Caspien. De 1998 au début des années 2000, il a soutenu et promu activement l'oléoduc BTC auprès des Etats sud-caucasiens et des compagnies pétrolières étrangères. Pour les compagnies pétro-gazières étrangères, cette nomination a été diversement accueillie. Pour les membres du consortium Nabucco, le retour de Morningstar dans la région est une « excellente nouvelle ». Pour les firmes d'origine américaine, cette nomination a suscité de nombreuses inquiétudes. Richard Morningstar avait notamment fermement encouragé ces sociétés à soutenir l'oléoduc BTC à la fin des années 1990 et ces dernières craignaient que l'Histoire se répète. Lors d'un dîner organisé à l'ambassade américaine à Bakou le 4 juin 2009 avec les représentants de toutes les compagnies d'origine américaine en Azerbaïdjan, l'envoyé spécial s'est appliqué à les rassurer, en leur affirmant que son action se concentrerait sur le Turkménistan et que Washington ne demanderait pas aux acteurs privés de promouvoir les objectifs politiques américains. En fin de compte, SOCAR déplore que l'activisme américain soit plus fort dans ce pays que des Européens. La compagnie nationale ne comprend pas pourquoi les Etats-Unis sont plus présents dans la région alors que la probabilité qu'ils reçoivent un jour du gaz de la Caspienne reste peu probable.

Les Azerbaïdjanais reprochent notamment à l'Union européenne ses divisions entre Etats-membres (avec un rappel systématique de la baisse des crédits octroyés à Nabucco sur demande de l'Allemagne en février 2009) et ses insuffisantes pressions sur la Turquie. Bakou voudrait notamment que Bruxelles aide la Turquie à privatiser son marché, ce qui réduirait l'influence de BOTAS et permettrait à SOCAR d'accroître son positionnement sur le marché intérieur turc⁸⁹. De son côté, l'Union européenne reproche à l'Azerbaïdjan son manque de clarté dans les négociations sur la vente du gaz azerbaïdjanais. La marginalisation du ministre azerbaïdjanais de l'Energie est ainsi regrettée car ses visites à la Commission européenne sont considérées comme une « perte de temps ». Il est également reproché à Bakou des problèmes de communication. Ainsi, il est arrivé que des lettres du Président de la Commission

⁸⁹ En mai 2008, SOCAR a acquis 51% de la compagnie pétrochimique Petkim, qui possède plus de quatorze raffineries dans le pays, confirmant la volonté de SOCAR de s'établir dans le secteur de la distribution en Turquie.

européenne José Manuel Barroso ou du Haut Représentant pour la PESC Javier Solana n'arrivent pas au Président Aliyev car le ministère des Affaires étrangères avait oublié de les transmettre. En dépit de ces quelques désaccords, de nombreuses attentes reposent néanmoins sur le Partenariat Oriental, lancé en mai 2009.

La Turquie : le super-hub ?

La Turquie bénéficie des atouts énergétiques indéniables du fait de sa situation géographique, non seulement en termes de proximité⁹⁰ des ressources d'hydrocarbures, mais aussi et surtout pour sa position stratégique entre les pays consommateurs de l'UE, la Méditerranée et les pays producteurs du Bassin caspien. Son importance est renforcée par le fait qu'elle est le seul pays de transit, en dehors de la Russie, par lequel le gaz du bassin caspien peut être acheminé vers l'Europe. Ce fait lui a valu d'être courtisé à la fois par les autorités russes et les institutions européennes.

Dans ce contexte, la rationalité politique et économique de la politique énergétique turque est à examiner de près. Au niveau politique, la Turquie essaie de maximiser l'importance de ses atouts géographiques pour renforcer son poids dans les négociations qu'elle mène au niveau international avec l'UE, la Russie ou avec les pays du Bassin caspien. Le rôle de la Turquie est essentiel dans la poursuite des objectifs de chacun des autres acteurs stratégiques. L'UE souhaite diversifier son approvisionnement et ses routes de transit pour s'assurer une meilleure sécurité énergétique, tandis que la Russie entend contourner l'Ukraine, et que les pays du Bassin caspien cherchent à sortir de leur enclavement géographique et s'affranchir de la tutelle russe en exportant directement leurs ressources énergétiques vers les marchés occidentaux. Ankara tente donc de faire avancer le chapitre énergie des négociations avec l'UE, de sécuriser l'accès au gaz russe et d'être le partenaire incontournable pour les Etats de la Caspienne. Néanmoins, la stratégie turque ne peut se réduire uniquement à une démarche politique, car elle répond aussi à des impératifs économiques. Si la Turquie cherche à devenir la quatrième artère de transit vers l'Europe, c'est aussi lié aux droits de transit qui sur le long terme peuvent lui apporter des sommes considérables, ainsi qu'à l'augmentation de sa propre sécurité énergétique. Avec une demande interne d'énergie s'élevant à 126 millions tep en 2010 dont seulement environ 30% couverte

⁹⁰ Près de 71,8% des réserves prouvées en gaz au niveau mondial, V. Ozdemir, dans Svante E. Cornell et Niklas Nilsson (eds), *op. cit.* p. 101

par la production interne, la Turquie est dépendante de la Russie pour 90% de ses importations en hydrocarbures. Maximiser le volume de transit en diversifiant sa provenance constitue pour la Turquie un enjeu majeur car cela lui permettrait de bénéficier des prix plus intéressants que ceux qu'elle paie aujourd'hui à son fournisseur de gaz quasi-exclusif, la Russie.

La Turquie a intégré dans sa stratégie les données de l'équation à plusieurs inconnues relatives à l'édification de Nabucco et South Stream. Les autorités turques ont compris que les deux projets présentent des nombreux points faibles liés à leur approvisionnement et à leurs coûts, et a ainsi développé une politique opportuniste qui consiste à jouer sur plusieurs fronts avec comme seul but de contribuer à faire aboutir au moins un de ces projets et le faire transiter par la Turquie, dans le respect de ses intérêts politiques nationaux.

Nabucco est le parfait exemple de cette stratégie turque, en ayant subi les conséquences positives et négatives à plusieurs reprises, car les autorités d'Ankara ont apporté tout aussi bien un soutien décisif pour la poursuite du projet que des véritables coups de poignard dans le dos. Ce fut le cas lorsque la Turquie, par l'intermédiaire de l'entreprise BOTAS, partenaire du consortium Nabucco, a refusé l'entrée dans le projet de l'entreprise française GDF du fait que le Parlement français a reconnu le génocide arménien. L'exclusion de GDF a permis à RWE de se greffer sur le projet, mais cette firme n'est pas d'une taille comparable à GDF, pas plus qu'à ENI ou Gazprom. De plus, la Turquie a négocié pendant plusieurs mois les conditions de son rapprochement avec Nabucco tout en gardant en tête un possible rapprochement avec South Stream. La signature de l'accord intergouvernemental du 13 juillet 2009 sur Nabucco entre la Turquie, l'Autriche, la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie montre que la Turquie a dû faire un certain nombre de concessions. Elle avait renoncé à l'une de ses exigences de départ : que 15% du gaz lui soit vendu à un tarif préférentiel, avec la possibilité de revente. En échange d'un tarif de transit très bas (400 à 450 millions de dollars par an⁹¹), Ankara a tout de même pu obtenir le fait que Nabucco devrait en principe être équipé de compresseurs permettant d'inverser le flux pour alimenter le marché intérieur turc en cas de nécessité. Rappelons que Nabucco doit traverser le territoire turc sur près de 2000 kilomètres. Une fois l'accord passé avec le consortium Nabucco, la Turquie a signé un accord avec Vladimir Poutine lors de sa visite du 6 août 2009 pour faire transiter South Stream par les eaux territoriales turques, une vingtaine des jours après avoir signé

⁹¹ Si l'on se situe dans la fourchette de 450 millions annuels, cela équivaut à un droit de transit pour la Turquie de 0,725\$ / 1000 m³ / 100 km. En Ukraine, le tarif est de 2,04\$ / 1000 m³ / 100 km, et de 2,8\$ / 1000 m³ / 100 km pour l'Europe occidentale. Voir Pétrostratégies, n°1122, 20 juillet 2009.

l'accord intergouvernemental sur la construction de Nabucco. Auparavant, le projet devait passer par les eaux territoriales ukrainiennes et roumaines, mais ces deux pays auraient pu ralentir le projet. Le rapprochement russo-turc sert à première vue à une Turquie désireuse de devenir la quatrième artère de transit vers l'Europe puisqu'il est assorti d'autres clauses stipulant la construction du Blue Stream 2 (alors même que Blue Stream 1 ne fonctionne pas à plein) et de l'oléoduc Samsun-Ceyhan. Gazprom a acquis par la même occasion l'entreprise *Turkish Bosphorus Gas Corporation*, qui lui permettra de prendre sa place dans le hub turc ainsi que d'augmenter ses propres investissements. La Turquie devrait également construire des réserves gazières par le biais de Gazprom. Cependant, le rapprochement avec la Russie risque de lui poser des déconvenues majeures. L'accord signé avec Vladimir Poutine est certainement alléchant sur le papier, mais il n'est assorti d'aucune obligation légale, puisqu'il s'agit d'un simple accord de principes. En d'autres termes, la Turquie a mis en péril Nabucco uniquement sur la base des promesses que Vladimir Poutine a déjà fait à d'autres pays comme la Bulgarie, la Serbie, la Slovénie ou la Grèce. Même si la version officielle du gouvernement turc reste que le pays soutient les deux projets, complémentaires par ailleurs, l'opportunisme turc risque de fortement déstabiliser Nabucco et même de jouer contre ses propres intérêts stratégiques. Dans l'hypothèse où Nabucco n'aboutit pas car trop affaibli par le double jeu de ses partenaires et que South Stream est abandonné pour des raisons financières, elle verra sa position fortement affaiblie tant sur le plan politique qu'économique : sur le plan politique dans ses relations avec l'UE notamment eu regard les négociations d'adhésion, et sur le plan économique dans ses relations avec la Russie, dont les relations, plutôt bonnes actuellement⁹², sans être dépourvues de méfiance.

Au final, la position turque sur le dossier Nabucco / South Stream est ambiguë : elle cherche d'un côté à garantir sa sécurité par la *diversification* des approvisionnements et des routes (approche favorable à Nabucco), et de l'autre à la garantir par la *contractualisation* (sur le modèle italien, logique en faveur de South Stream). La Turquie semble toutefois avoir réussi à s'imposer comme un hub énergétique difficilement contournable, dans une certaine mesure au détriment de l'Ukraine.

⁹² Longtemps considérée comme étroitement pro-américaine, la Turquie a refusé de laisser passer les troupes américaines vers l'Irak en 2003. Ankara a appliqué strictement la convention de Montreux au mois d'août 2008, limitant ainsi le rôle des Etats-Unis dans la région. La politique étrangère turque se fait de plus en plus multi-vectorielle, dans la mesure où la Russie est devenue le premier partenaire commercial de la Turquie, et son premier fournisseur énergétique.

Les scénarios envisageables

L'état d'avancement et les incertitudes des projets

Les deux projets ont enregistré d'importants développements qui rendent leur construction de moins en moins hypothétique.

Du côté de Nabucco un important pas a été franchi à Ankara le 12 juillet 2009 avec de la signature de l'accord intergouvernemental entre les représentants des cinq pays - Autriche, Hongrie, Roumanie, Bulgarie et Turquie - à l'origine du projet et ce en présence de Richard Morningstar, du président de la Commission européenne, José Manuel Barroso ainsi que du nouveau conseiller politique de Nabucco, Joschka Fischer. Cet accord représente un pas essentiel pour Nabucco car il marque officiellement le soutien politique de l'Union européenne, des Etats-Unis, de tous les Etats membres impliqués, ainsi que celui de la Turquie, essentielle dans la réussite du projet. Malgré cet important pas en avant, le projet connaît encore de nombreuses inconnues. Les principales incertitudes concernent l'approvisionnement, la répartition des recettes, les modalités d'achat de gaz et la répartition des risques. Il est aujourd'hui certain que Nabucco sera d'une capacité initiale de 8 gm³ de gaz par an, puis passera à 16 puis à 31. Le coût total de Nabucco comprenant les investissements nécessaires en aval n'a pas encore été établi. Or les montants sont déjà importants pour le gazoduc lui-même, mais ils le sont aussi dans l'investissement en amont pour l'extraction du gaz. Ces investissements en amont peuvent poser problème car nous ne savons pas qui les prendra en charge.

Le fait que les entreprises portant le projet soient de taille moyenne (Mol, Transgaz, Bulgargaz) ou n'aient que peu de moyens pour investir (BOTAS) pose un problème pour emprunter directement sur le marché. L'Allemande RWE est l'exception en tant que grande entreprise sponsor, mais elle semble assez prudente, souhaitant commencer par de petites quantités au début en guise de test. De même, le risque de livraison est important, car nous n'avons par exemple pas d'historique de livraison du gaz turkmène. Quant au risque politique de l'Azerbaïdjan, il demeure incertain du fait de l'instabilité régionale. D'autres risques financiers pèsent sur le projet : le non-paiement de la part d'entités fragiles comme Bulgargaz et Transgaz, le surcoût de construction et de délai d'achèvement des travaux ou la non livraison du gaz. Du fait de ces incertitudes, Nabucco ne peut pas voir le jour sans un soutien public appuyé. L'intervention de la BEI prendra la forme d'un prêt à long terme de 2 milliards d'euros sur une dette de 5,5 milliards et des garanties financières. Dans les conditions économiques actuelles, les avantages d'un prêt octroyé par la BEI sont nombreux. D'une part,

l'institution pratique des taux d'intérêt plus avantageux que ceux actuellement disponibles sur le marché. D'autre part, l'implication de la BEI constitue un gage de crédibilité et de garantie politique très important.

D'un point de vue théorique, Nabucco a une longueur d'avance sur South Stream ; c'est un projet beaucoup plus établi si on le compare à son concurrent. Malgré de nombreuses inconnues qui rendent sa faisabilité encore incertaine, d'importants progrès ont été réalisés aussi bien du point de vue technique que commercial et politique. Du côté de South Stream, de nombreux points ont encore besoin d'être élucidés. Ces inconnues fondamentales rendent le projet encore hypothétique, notamment dans sa dimension technique et commerciale, où rien ou presque n'a été définitivement tranché. Du point de vue technique, la route qu'empruntera le gazoduc n'est pas encore sûre, que ce soit dans sa partie offshore ou dans sa partie terrestre. Le trajet du gazoduc ne cesse de changer au fur et à mesure que des nouveaux pays manifestent leur intérêt pour le projet. Chaque nouvelle entrée est annoncée avec beaucoup d'emphase médiatique, même s'il semble peu probable que le gazoduc dans sa version finale les traverse tous. Du point de vue purement commercial, l'étude de faisabilité du projet est en cours. Autrement dit, Nabucco est en concurrence avec un projet dont la viabilité économique n'a pas encore été établie. De plus, l'approvisionnement en gaz de South Stream n'est assuré qu'à court terme. Ni Gazprom, ni ENI, ne communiquent de manière officielle sur la source du gaz censé remplir South Stream. Si la Russie pouvait dans un premier temps fournir le gaz nécessaire, elle ne pourra pas le faire à long terme, en sachant qu'elle est parallèlement engagée dans Nord Stream, autre projet à grande échelle.

En dépit de toutes ces interrogations, si l'on considère le projet d'un point de vue géoéconomique, il prend pourtant clairement l'ascendant sur Nabucco. Contrairement à ce dernier qui avance par petits pas, South Stream se construit rapidement, obtenant en un minimum de temps un maximum de soutiens politiques hautement importants, aussi bien symboliquement qu'économiquement. Le dernier soutien en date est celui de la Turquie, pays essentiel pour le projet Nabucco, un mois seulement après la signature de l'accord intergouvernemental à Ankara. Les promoteurs de South Stream prennent de vitesse ceux de Nabucco, grâce à l'implication d'une entreprise productrice de gaz (Gazprom) et de deux entreprises nationales (ENI et EDF), dont la puissance financière indéniablement supérieure à celles qui composent le consortium Nabucco. En outre, l'engagement de personnalités politiques de premier plan, avec la présence visible de Vladimir Poutine, ainsi que d'une

équipe expérimentée, tel Igor Setchine, expliquent également cette efficacité⁹³. La crédibilité financière se double ainsi d'une forte volonté politique qui est nettement supérieure à celle présente parmi les soutiens de Nabucco. L'inconnue majeure du projet South Stream demeure le degré de contrainte juridique des accords signés avec les pays de transit. Si celles-ci ne sont pas juridiquement contraignantes, les bases de South Stream peuvent s'avérer beaucoup plus fragiles que celles de Nabucco.

Les scénarios envisageables

La méthode des scénarios vise à élaborer des représentations des différents futurs possibles, ainsi que les voies qui y conduisent : elle permet donc de réduire les incertitudes évoquées plus haut, à tout le moins de les circonscrire pour nous ramener à des situations plus prévisibles.

Il convient de s'attarder ici sur les modalités d'un exercice qui requiert autant d'imagination que de rigueur. Dans notre cas, il s'agit de mettre en évidence des tendances lourdes dans le domaine du marché gazier international, et de comprendre comment les acteurs européens peuvent agir dans ce contexte à l'horizon 2020, notamment en ce qui concerne leur choix en matière d'infrastructures. Nous avons choisi 2020 comme horizon de la prospective, dans la mesure où les projets évoqués sont souvent longs à mettre en place, tandis que les tendances que nous observons peuvent être remises en cause à moyen terme par des facteurs structurels (à l'exemple du gaz non-conventionnel).

Nos scénarios sont de type *exploratoire*, c'est-à-dire qu'ils partent de tendances passées et présentes conduisant à des futurs vraisemblables, et *prospectif*. Notre démarche consiste ainsi à délimiter le système gazier européen et son environnement international, déterminer les variables essentielles et analyser la stratégie des acteurs européens. Il faut également garder à l'esprit que ce qui est techniquement faisable n'est pas nécessairement politiquement réalisable, ce qui introduit une certaine souplesse dans la modélisation de nos scénarios. Une fois les variables clés identifiées et le jeu des acteurs décrypté, nous sommes en mesure d'avancer des futurs possibles à travers le maintien ou la rupture d'une tendance, grâce à une liste d'hypothèses solidement établie. Notre travail consiste à réduire l'incertitude

⁹³ Il faut toutefois remarquer que l'ancien président du conseil italien Romano Prodi, sollicité par Gazprom pour tenir un rôle comparable à celui de Schröder, a décliné l'offre.

en travaillant sur les probabilités d'occurrence de ces différentes combinaisons ou des différents événements clés.

En faisant la synthèse des éléments développés dans les précédentes parties, nous reprenons les huit facteurs décisifs pour expliquer la décision des acteurs européens, ainsi que les sept scénarios que nous avons retenus.

Dans l'état actuel des choses, huit facteurs semblent prépondérants pour comprendre la prise de décision européenne en matière gazière : (1) la transformation du marché du gaz, (2) la demande européenne de gaz à l'horizon 2020, (3) la disponibilité des ressources gazières, (4) le coût des infrastructures, (5) les barrières réglementaires, (6) le rôle des pays de transit, (7) les projets alternatifs et (8) la variable temporelle. Nous considérons la crise économique et financière que le monde connaît actuellement comme un facteur transversal, qui a un impact sur l'obtention des crédits nécessaires à l'investissement, sur le niveau de rentabilité résultant de la vente de gaz et sur la demande à court terme.

Variable 1: la transformation du marché du gaz

Le marché gazier a subi une assez profonde transformation avec l'arrivée du gaz non-conventionnel. Ce changement radical a été possible grâce au forage horizontal qui représente une innovation majeure dans le monde des hydrocarbures. La famille des gaz non – conventionnels regroupe le *tight gas*, contenu dans du grès très peu perméable, le gaz de schistes, ancêtre géologique du gaz conventionnel et le gaz de houille qui provient de la transformation du charbon par un traitement de gazéification effectuée en surface. C'est l'émergence des gaz de schistes qui a profondément changé la donne aux Etats-Unis. Les réserves prouvées ont augmenté de 50% et comptent aujourd'hui pour 9% des réserves gazières totales des Etats-Unis. Selon les données les plus récentes de la société *Advance Resource International*, le volume total de gaz non – conventionnels présent aux Etats-Unis serait de 16 400 km³, ce qui assurerait au pays une autonomie supplémentaire d'environ 30 ans. Selon les compagnies actives sur ce marché, les coûts de découverte et de développement des hydrocarbures non – conventionnels sont structurellement plus faibles que ceux liés au développement du gaz naturel classique et ce, quel que soit le prix du gaz.

A court terme, le gaz des schistes a libéré d'importantes quantités de GNL qatari. Ce gaz devait être envoyé vers les États-Unis ; de ce fait, le Qatar a fait des investissements dans une chaîne logistique navale en prévision d'une augmentation de la demande sur le marché américain. Ce surplus actuel de GNL profite aux majors européens qui peuvent acheter du gaz

au prix spot, jusqu'à 30% inférieur au prix des contrats à long terme. Ceci participe à la diversification des sources, même si tous les pays européens ne sont équipés des terminaux de re-gazéification. L'Europe occidentale en possède plusieurs, et un important projet est actuellement en cours en Croatie, ce qui permettrait d'apporter des quantités supplémentaires dans les Balkans et en Europe centrale et orientale⁹⁴. Cette liquidité supplémentaire qui devrait durer jusqu'en 2013, cumulé à la baisse de la demande liée à la crise a donné un peu plus de temps aux partenaires de Nabucco, dont le souci principal est le manque de sources d'approvisionnement sûres.

A long terme, le gaz des schistes pose la question de la structure du marché, avec la naissance d'un marché global liquide, sur le modèle du pétrole. Ceci aura un impact certain sur l'existence des contrats à long terme dans leur forme actuelle ainsi que sur la formation des prix, qui seront forcément établis de manière plus flexible, avec un panier d'indexation sur des éléments liés au marché. La crise et la baisse de la demande dans certains pays européens comme l'Italie, l'Allemagne ou la France ont d'ailleurs contraint Gazprom à accepter une certaine flexibilité sur les prix dans ses contrats à long terme. Si un tel changement a lieu, le modèle à la base des gazoducs de producteur pourrait évoluer.

L'impact du gaz des schistes est réduit en termes d'augmentation de la production interne dans l'Union européenne. Il existe quelques projets, notamment en Pologne, mais le territoire européen ne possède pas le potentiel nécessaire et ne se prête pas à ce genre d'exploitation, de par sa forte densité de population. Face à des populations rétives au risque, le phénomène NIMBY (*Not In My Backyard*) pourrait ne tenir qu'un rôle très marginal notamment pour des raisons environnementales. Il faudrait alors une forte volonté politique pour imposer l'exploitation du gaz non-conventionnel.

Le gaz des schistes agit de manière indirecte sur Nabucco et South Stream. Alors qu'il a apporté un délai supplémentaire de temps favorable au développement du premier, il pourrait mettre en question le modèle économique à la base du second, c'est-à-dire des relations producteur-consommateur basées sur la signature des contrats à long terme.

⁹⁴ Le terminal, installé sur l'île de Krk, au Nord de l'Adriatique, sera conçu pour accueillir des navires de 265.000 m³ et constituera « un nouveau point d'entrée sur les marchés européens disposant d'un

Variable 2: le niveau de la demande européenne à l'horizon 2020

Le niveau de la demande européenne est un des principaux déterminants de la concurrence entre Nabucco et South Stream. En effet, plus la demande est élevée, plus les projets peuvent être complémentaires, puisqu'il s'agira de répondre à une demande existante. En revanche, si la demande stagne ou décroît, le premier à être réalisé pourrait être le seul à l'être. Il ne suffit pas de prendre en compte la seule consommation, mais le volume d'importation, étant donné que la production des pays de l'UE est appelée à décroître de manière régulière. Si aujourd'hui les importations répondent à 50% de nos besoins en gaz, le chiffre pourrait augmenter à 60% en 2020 et probablement à 70% en 2030. En outre, la part du gaz dans la consommation d'énergie primaire en Europe va continuer d'augmenter à l'horizon 2020 – 2030 d'après les calculs de l'Agence Internationale de l'Energie.

Nous prenons en considérations deux scénarios de prévision de la demande à 2020⁹⁵: le scénario de référence et le scénario 'nouvelle politique énergétique', tous les deux proposés par la Commission européenne. Ce sont des scénarios politiques, car l'hypothèse est faite que le captage et le stockage de charbon fonctionnent. Si les deux contiennent des bases communes tel qu'une croissance économique de 2.2% par an, un faible développement démographique de l'UE-27, leur différence est basée sur des hypothèses de nature politique. Dans le scénario de référence, la demande à 2020 est projetée en fonction de la politique énergétique telle qu'elle est effectivement mise en œuvre au niveau des Etats membres à la fin 2006. Au contraire, dans le scénario 'nouvelle politique énergétique', le niveau de la demande est influencé par la mise en place effective des objectifs volontaristes définis en 2007 en matière d'efficacité énergétique, de développement des énergies renouvelables pour atteindre 20% de la demande finale en 2020 et de réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre. Pour tenir compte des incertitudes liées au prix du baril du pétrole, des prévisions sont faites en utilisant un prix modéré à 61 USD et un prix élevé à 100 USD. Il en résulte ainsi quatre combinaisons de scénarios : (1) un scénario de référence dans lequel la politique énergétique pour l'Europe n'est pas adoptée et où le pétrole coûte 61 USD/baril ; (2) un scénario de référence dans lequel la politique énergétique pour l'Europe n'est pas adoptée et où le pétrole coûte 100 USD/baril ; (3) un scénario dans lequel la politique énergétique pour l'Europe est adoptée, avec le prix du pétrole modéré à 61 USD/baril et (4) un scénario dans

approvisionnement diversifié », souligne Total.

⁹⁵ Ces deux scénarios ont été développés par l'Université d'Athènes.

lequel la politique énergétique pour l'Europe est adoptée, avec le prix du pétrole plus élevé 100 USD/baril. Selon ces scénarios, le niveau de la demande d'énergie gazière en 2020 se situe entre 505 et 345 Mtep (millions de tonnes équivalent pétrole), allant d'une augmentation de 0,9% et 0,8% par an si l'on suit le scénario de référence à une décroissance de 0,5% à 2% par an si l'on suit le scénario 'nouvelle politique européenne'. Dans tous les cas de figure, le niveau de production de gaz dans l'UE baissera. Ainsi, le niveau des importations se situera entre 390 Mtep et 245 Mtep. La dernière hypothèse implique une légère baisse des importations de gaz sur le marché européen.

Tableau 1: Les prévisions d'importations gazières européennes

UE-27 (en Mtep)	2005	Projection avec le scénario de référence ²⁹ et un prix du pétrole à 61 USD/baril	Projection avec le scénario de référence et un prix du pétrole à 100 USD/baril	Projection avec la nouvelle politique énergétique et un prix du pétrole à 61 USD/baril	Projection avec la nouvelle politique énergétique et un prix du pétrole à 100 USD/baril
---------------------	------	---	--	--	---

Importations nettes	975	1301	1184	1033	962
Pétrole	590	707	651	610	569
Gaz – en Mtep (milliards de m ³)	257 (298)	390 (452)	330 (383)	291 (337)	245 (284)
Solides	127	200	194	108	124

Source : Commission européenne

Après une période de forte expansion, l'industrie gazière accuse de plein fouet l'impact de la récession économique. Selon des données de l'AIE (2009), il y a une chute de 9% dans l'utilisation du gaz dans la première moitié de 2009, avec d'importantes baisses enregistrées en Turquie, en Italie (14%), l'Espagne et le Royaume-Uni. En outre, l'effondrement consécutif des prix de marché a donné un avantage compétitif au GNL dans le bassin atlantique où l'excédent gazier continue de s'accroître, annonçant une longue période de « bulle gazière ».

Variable 3: la disponibilité des ressources gazières

La question des approvisionnements en gaz est bien évidemment centrale et se pose d'ailleurs pour les deux projets. Les pays européens, en tant que consommateurs, considèrent d'ailleurs essentiellement leur sécurité énergétique sous ce prisme.

Nabucco sera un gazoduc multi-sources. Il doit démarrer avec 8 gm^3 , pour passer deux ans après à 16 gm^3 et atteindre sa capacité maximale de 31 gm^3 à l'horizon 2030. Plusieurs sources sont évoquées pour son approvisionnement, mais elles présentent toutes des inconvénients économiques ou politiques. Pour chaque pays, l'équation présente plusieurs inconnues qui ne cessent d'évoluer. Si la piste azérie était privilégiée au départ pour le début de Nabucco, avec la crise, le retardement de Shah Deniz 2 et l'accord avec la Russie, le Turkménistan est devenu la principale piste, alors qu'il n'y a pas accord sur le statut de la Caspienne. Cependant, le Turkménistan dispose pour l'heure d'importantes capacités que la Russie n'achète plus à cause de la crise. Le consortium Nabucco avance l'idée d'un gazoduc technique pour pallier les désaccords politiques. Ce dernier utilise un précédent russe du temps de l'ex-URSS pour relier sur une distance de 80km un gisement appartenant à Petronas à un champ offshore azéri. Le gisement en cause dispose de quantités de gaz limitées, de 2 à 10 gm^3 , mais suffisantes. La piste turkmène est non seulement une solution à court terme, mais aussi à moyen terme, avec le possible développement du *Caspian Development Corporation*. L'Irak a acquis un poids croissant dans le mix d'approvisionnement de Nabucco. Cependant, les Irakiens doivent d'abord résoudre les divergences entre le gouvernement central et le gouvernement régional du Kurdistan. Si l'obstacle politique est franchi, les ressources du Kurdistan irakien sont facilement reliables à la Turquie. Dans ce jeu, l'Iran reste la grande inconnue. Au-delà de l'incertitude politique, qui restera forte dans le moyen terme, il y a une forte interrogation économique car le gaz iranien n'est pas facilement transportable par gazoduc pour des raisons techniques. Il faut construire une structure gazière longue de 4000 km pour y arriver. L'alternative GNL serait plus crédible, mais l'Iran n'a pas la technologie pour le faire, qui est américaine, et ne peut pas acquérir pour le moment à cause de l'embargo.

La question de l'approvisionnement se pose moins pour South Stream. Elle réside surtout dans la capacité financière de la Russie à développer des nouveaux gisements. Selon le plan énergétique 2030, Gazprom investira 5,5% de son PIB dans le secteur énergétique d'ici 2030 pour porter la production à 880-940 gm^3/an d'ici 2030, contre 665 gm^3 en 2008, avec un volume de 349-368 gm^3 destinés à l'exportation. Compte tenu de la crise mondiale qui affecte profondément l'économie russe et du prix du baril, la question du financement de cet

ambitieux plan se pose, d'autant plus que le développement des infrastructures est devenu la première priorité du Plan 2030. Financer l'investissement dans les gisements et dans des nouvelles infrastructures coûteuses, de type South Stream, voilà un double défi pour Gazprom.

Variable 4: le coût des infrastructures et le prix de transport du gaz

A ce niveau, South Stream est certainement le projet qui présente le plus d'incertitudes. En effet, l'étude de faisabilité n'a pas encore été réalisée, ce qui fait que le tracé définitif n'est pas encore arrêté. Il existe d'importantes inconnues qui ont un impact significatif sur le prix, à savoir la longueur de la partie offshore et celle du parcours terrestre. Il se peut en effet que toutes les ramifications ne soient pas finalement construites. Selon les acteurs, le coût de South Stream varie, allant de 7 à 25 milliards de dollars. A titre de comparaison, le coût de la partie offshore de Nord Stream s'élève à 7,9 milliards d'euros, mais les conditions techniques moins difficiles, avec une profondeur de 20 mètres pour Nord Stream et de 2000 mètres pour South Stream. De plus, les conditions sont encore plus difficiles dans la zone économique turque, car elles présentent un risque sismique important. A cela s'ajoute un risque sur le '*take or pay*' turkmène, si le gaz provient de Turkménistan, ce qui semble l'option la plus économique car elle ferait l'impasse sur la construction d'une structure interne en Russie pour acheminer le gaz du nord. Si Gazprom revend des ressources turkmènes, il faut ajouter un risque sur le '*take or pay*' turkmène (*cash delay*).

Sur la question du coût des infrastructures, il est plus que vraisemblable également que le consortium Nabucco sous-estime les coûts réels dans la construction du projet à deux niveaux : le coût des infrastructures supplémentaires nécessaires à l'acheminement du gaz turkmène et irakien ainsi que le coût de l'acier qui représente 50% de la valeur d'un gazoduc. Pour acheminer le gaz turkmène, le consortium avance la version d'un gazoduc technique dans la Caspienne d'une longueur de 80 km pour un coût de 120 à 500 millions d'euros. Pour le gaz en provenance d'Irak, un gazoduc d'une longueur de 60 km doit également être construit pour rejoindre le réseau turc. Néanmoins, le trajet de Nabucco suit le plus possible des infrastructures gazières déjà existantes, ce qui réduit les coûts car le terrain est connu. Il est trop tôt pour connaître la manière dont les risques vont être répartis entre les différents acteurs du projet. On peut répertorier des risques de non-paiement de la part d'entités fragiles comme Bulgargaz et Transgaz, des risques de surcoût de construction et de délai d'achèvement des travaux et/ou des risques de non livraison du gaz. Des études montrent qu'il

devrait y avoir suffisamment d'acheteurs au début, sachant que certains autres contrats de long terme vont arriver à expiration et que la capacité initiale de 8 ou 9 gm^3 ne représentera que 1,5 ou 2% de la consommation totale de l'UE. En revanche, il n'est pas certain que la consommation de gaz augmente significativement en UE dans le futur, comme nous l'avons montré ci-dessus. Les conditions actuelles sur le marché du crédit, les risques inhérents au projet et la fragilité des sponsors rendent difficilement envisageable un financement 100% privé pour Nabucco. La BEI pourrait financer 2 milliards d'euros sur une dette de 5,5 milliards pour le projet, mais c'est un simple ordre de grandeur. La limite théorique pour les prêts de la BEI est de 50% du coût d'un projet. A court terme, le soutien de la BEI est intéressant en raison de la disponibilité du crédit dans les conditions économiques actuelles, de l'avantage de prix de la BEI sur les marchés (faibles taux d'intérêt), du signal qu'un prêt de la BEI a sur les autres investisseurs. C'est un gage de crédibilité et de protection politique très important.

Les décisions d'investissement dans ce domaine hautement politisé ne comprennent pas uniquement une dimension économique. C'est la raison pour laquelle nous soutenons que le coût est important mais pas essentiel. Si le coût était essentiel, un projet aussi important n'aurait jamais vu le jour, sachant que les gazoducs offshore comportent des coûts plus importants que les gazoducs terrestres. Malgré l'existence d'études qui montrent que Nord Stream est plus intéressant à long terme comparé à son trajet terrestre, la même chose ne peut être dite sur South Stream, car les conditions techniques de sa construction sont bien plus difficiles.

L'accès au crédit est beaucoup plus difficile que par le passé tant pour des opérations en cours que pour des nouveaux projets. De plus, la baisse de la demande à court terme a réduit le besoin des nouveaux investissements dans des nouvelles infrastructures. Dans ce contexte, des projets qui présentent un degré important de risque peuvent être repoussés. South Stream et Nabucco s'inscrivent dans cette catégorie. Le gazoduc South Stream est l'un des premiers projets menacés par les difficultés de Gazprom à lever de la dette. Gazprom ne pourra pas assumer financièrement l'ensemble des projets dans lesquels il est impliqué ; à savoir à la fois un important programme de financement en exploration-production sur l'amont de ses champs pour produire du gaz nouveau, la participation aux projets Nord Stream et South Stream, l'extension des capacités des gazoducs existants à destination de l'Europe, les extensions, en Extrême-Orient, de l'usine de liquéfaction de Sakhaline, le financement de l'énorme gazoduc de Sibérie orientale à destination de la Chine ou encore le développement avec Total du gros champ de gaz Shtockman, situé dans la mer de Barents.

Le prix de transport du gaz est difficilement estimable pour des acteurs externes, comme nous le sommes. Une étude comparative sur le coût de transport de gaz des différents gazoducs en concurrence a été réalisée par RWE, un des partenaires de Nabucco. Sans surprise, celle-ci montre que Nabucco est le gazoduc le plus rentable. D'autres sources considèrent que cette étude souffre de nombreuses lacunes, dont l'oubli des éléments techniques importants comme le taux d'utilisation du gazoduc. Des sources externes aux deux projets avancent que le prix du transport par Nabucco devrait se situer autour de 2 ou 2,5 dollars par MBtu (*Million British thermal unit*) transporté. Or, les marchés spot sont aujourd'hui autour de 3 dollars : le projet ne serait pas rentable à ce prix. Cette comparaison est néanmoins peu pertinente car le gaz est en Europe très majoritairement acheté au travers de contrats de long terme, achetés environ 7 dollars. On suppose que des acteurs sont toujours prêts à payer ce prix, mais cela n'a pas été testé récemment. À titre de comparaison, toute la chaîne de transport GNL depuis le Golfe coûterait 3 à 3,5 dollars par MBtu. Les prix spots actuels peuvent s'expliquer par le fait que les infrastructures existantes de transport de gaz sont amorties depuis très longtemps. Dans un projet pour lequel il faut développer de nouvelles infrastructures et prendre en compte leur amortissement, le prix de vente du gaz est nécessairement plus cher. Si les acteurs russes doivent investir dans l'amont, il faut des prix plus élevés que le marché spot actuel. Le principe de base pour la tarification est que le prix du mètre cube de gaz par kilomètre parcouru est identique sur tout le tracé. En revanche, les problématiques fiscales font toujours l'objet de négociation, l'Autriche souhaitant récupérer la matière taxable dans la holding implantée sur son territoire et les autres pays ayant des intérêts différents. La répartition des recettes entre la holding, les sociétés nationales et les prélèvements étatiques n'est pas encore déterminée.

Variable 5 : les pays de transit du voisinage

Le rôle des pays de transit dans l'acheminement des ressources gazières en provenance de Russie vers les marchés européens s'avère fondamental dans la mesure où ces flux passent majoritairement par l'Ukraine et la Biélorussie. Or, il faut observer que les deux principales crises énergétiques entre la Russie et l'UE ont eu pour origine des différends entre la Russie et l'Ukraine, notamment suite à l'alternance politique en Ukraine après les élections présidentielles de 2004.

La volonté de contournement de l'Ukraine par les dirigeants russes paraît évidente à la suite de ces événements. En effet, le volume total annuel des projets Nord Stream (55 gm³) et

de South Stream (63 gm3) est équivalent au volume de gaz transitant sur la même période en Ukraine. Certains analystes avancent même que plus que d'accroître les ventes vers l'Union européenne, la rationalité profonde de ces projets consistent à contourner l'Ukraine. Il y a de fortes chances que cette politique continue, y compris sous la présidence de Viktor Ianoukovitch, pour deux raisons principales. La première vient du fait que le mandat présidentiel a une durée limitée de cinq ans : dans la réalisation d'un projet, c'est une durée appréciable, mais qui ne donne pas toutes les garanties. Par conséquent, afin de se prémunir de toute mauvaise surprise, les dirigeants russes préfèrent l'option du contournement. La seconde tient dans les possibilités alternatives que peut offrir l'Ukraine à un contournement au moins partiel de son territoire. Les dirigeants ukrainiens peuvent soit formuler une proposition s'appuyant sur l'idée de consortium avec l'UE et la Russie, soit participer à des degrés divers au projet de diversification South Stream. Le rapprochement actuel entre la Russie et l'Ukraine constitue plutôt une bonne nouvelle pour la sécurité énergétique de l'UE, car les prix sont fixés et les coupures de livraisons devraient ne plus avoir lieu dans un horizon prévisible. Cette période de stabilité en Ukraine apporte un délai supplémentaire aux promoteurs de Nabucco pour trouver une solution au problème de l'approvisionnement.

Si l'Ukraine est importante pour South Stream, la Turquie l'est pour Nabucco, puisqu'elle prend des initiatives politiques et diplomatiques qui peuvent influencer sur la suite. L'initiative kurde et l'initiative arménienne sont importantes en ce sens. Lancées sous l'impulsion de l'administration Obama, elles visent à normaliser les relations des Turcs avec les Kurdes et avec les Arméniens. La normalisation des relations avec les Kurdes passe par un dialogue avec le PKK, ce qui aura un impact favorable sur la sécurité physique de Nabucco, qui traverse des régions où le PKK est actif. Le processus de rapprochement avec l'Arménie n'est pas dénué d'intérêt pour la Turquie qui pourrait commercer avec l'Arménie sans passer par la Géorgie. La route arménienne étant plus courte que celle qui traverse la Géorgie, une option de diversification s'offrirait pour le futur gazoduc Nabucco. Cependant, cette option n'est envisageable que si l'Arménie et l'Azerbaïdjan trouvent une solution au problème qui les oppose. Ankara affirme qu'une normalisation de ses relations avec l'Arménie favorisera la recherche d'une telle solution. Mais Bakou exige de son allié turc qu'il n'ouvre sa frontière arménienne que dans le cadre d'une solution au problème qui les oppose et Ankara assure de son côté qu'il respectera ce préalable. Mais l'ouverture est difficile car Ankara n'est pas prête à se fâcher avec son allié azéri. Faire miroiter une option arménienne pour Nabucco affaiblit la position de la Géorgie, dont l'instabilité politique chronique et les exigences exaspèrent à la fois Bakou et Ankara.

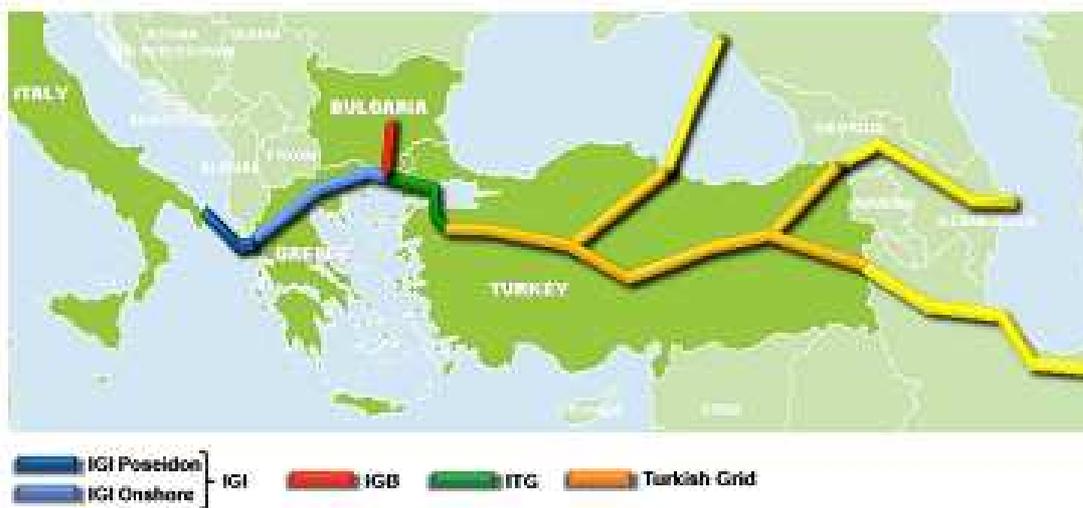
Il y a eu un revirement de situation en Turquie depuis l'éviction de l'ancien ministre de l'énergie, M. Gullah et de l'ancien PDG de BOTAS, qui avaient une vision particulière du rôle de la Turquie en tant que hub énergétique : acheter du gaz à la frontière et le vendre beaucoup plus cher aux Européens. La Turquie n'a pas les moyens pour assurer cette fonction, car son infrastructure manque de capacité de transport et de stockage et se trouve en mauvais état. Pour y arriver, elle devrait investir entre 1 et 3 milliards d'euros pour accroître la capacité de son infrastructure ainsi que celle de son stockage. La nouvelle élite énergétique du pays aurait compris que la Turquie pouvait devenir un hub énergétique, mais à moindre frais si Nabucco est construit. Si Nabucco se fait, la Turquie devra payer seulement 16% du coût de construction de Nabucco estimé à environ 8 milliards d'euros. De plus, la capacité ainsi construite sera supérieure à ce que la Turquie pourra construire à elle-seule. Ankara dispose aussi d'un surplus de capacité contractée, qu'elle ne peut aujourd'hui exporter, en raison d'un manque d'infrastructures. Si Nabucco se fait, elle pourra l'utiliser pour y mettre son excès de capacité, sauf en cas d'existence d'une clause de destination. Au-delà de l'élite énergétique, le patronat turc soutient l'ouverture vers le Caucase et l'Irak que propose Nabucco, car cela ouvrirait davantage ces marchés pour son industrie, qui y est déjà assez présente, notamment dans le Nord de l'Irak. D'où l'intérêt de la Turquie, au final, à favoriser la construction de Nabucco. Selon certaines sources, l'entrée spectaculaire de la Turquie dans South Stream, du moins sur le mode de la prospection, serait en fait due aux pressions que la Russie aurait exercées sur le gouvernement turc et non fondée sur des réelles convictions et intérêts économiques.

Variable 6 : la concurrence avec les autres projets

Nabucco et South Stream sont en concurrence pour les ressources du Caucase. Néanmoins, elles ne sont pas les seuls à lorgner sur le gaz azerbaïdjanais. Il y a deux projets, tous les deux issus du Corridor Sud, qui jouent leurs cartes pour obtenir les 10 gm³ disponibles à Shah Deniz : l'ITGI et le TAP. L'ITGI constitue, comme Nabucco, un projet prioritaire européen. Il contribue à l'instar de ce dernier à accroître la sécurité gazière de l'UE en diversifiant les sources d'approvisionnement et les routes de transit. Il est plus avancé que Nabucco, car seule l'interconnexion Grèce-Italie reste à construire. Pour y arriver, il a besoin de 10 gm³ de Shah Deniz. Les défenseurs du projet communiquent sur la faisabilité du projet et le fait que la quantité disponible à Shah Deniz 2 corresponde exactement au besoin de l'ITGI. Si accord il y a, le projet verra certainement le jour, contrairement à Nabucco qui a

besoin du gaz turkmène et irakien pour aboutir. Néanmoins, le projet ITGI semble ne pas prendre en considération le coût de l'installation de compresseurs sur le réseau turc, supporté par BOTAS qui doit investir entre 1 et 3 milliards d'euros. L'ITGI semble aussi avoir un problème de gouvernance, car il y a des désaccords entre EDF et les municipalités italiennes. L'autre projet en concurrence pour Shah Deniz 2 est le *Trans Adriatic Pipeline (TAP)*. Ce projet de gazoduc d'une longueur de 520 kilomètres devrait transporter entre 10 et 20 gm³ de gaz en provenance du Bassin caspien et du Moyen Orient vers le marché italien, en transitant par la Grèce et l'Albanie. Il est certes soutenu par Statoil, partenaire de Shah Deniz 2, mais son autre investisseur, suisse, semble avoir peu de moyens financiers. A titre d'information, il a réalisé un profit de 120 millions d'euros en 2009. De plus, Statoil n'est pas le seul acteur à prendre la décision de l'attribution du gaz de Shah Deniz 2.

Carte 7: Trajet et sources du projet ITGI



Source: site ITGI

Carte 8: Trajet du projet TAP



Source: site TAP

White Stream est aussi souvent évoqué, mais dans la pratique, rares sont les acteurs qui croient vraiment dans ce projet. Le gazoduc devrait transporter entre 8 et 32 milliards de m³ de gaz en provenance d'Azerbaïdjan, Kazakhstan et Turkménistan sur une route allant de Tbilissi à Soupsa en Géorgie jusqu'à Constanta en Roumanie, soit directement, soit en passant par la Crimée. Si cette dernière solution est retenue, White Stream devrait traverser la zone économique exclusive russe pour la rejoindre. Une version de White Stream, appelée AGRI a vu le jour cette année, fruit d'un accord entre la Roumanie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Ce projet alternatif propose de remplacer le gazoduc offshore par deux terminaux GNC, un construit sur la côte géorgienne et l'autre à Constanta, où SOCAR, l'entreprise azéri, a déjà acheté un terminal pétrolier. AGRI est présenté par ses promoteurs comme un appel au réalisme, dans la mesure où la crise économique a signé la fin des méga projets. Le projet AGRI s'inscrit dans une optique qui se veut avant tout pragmatique : peu coûteux, ayant des sources d'approvisionnement assurées, il serait une alternative fiable pour résoudre le problème de la diversification du transit. Cependant, AGRI semble être plus un moyen de négociation utilisé par ces pays dans la négociation Nabucco. En effet, transporter du GNC à l'intérieur de la Mer Noire sur une distance inférieure à 3000 km n'est pas économiquement rentable, d'autant plus que ce gaz ne pourra pas ensuite être exporté vers les marchés européens, la Roumanie ne disposant pas des interconnexions nécessaires pour le faire.

Carte 9 : Projets White Stream et AGRI



Source: BP Statistical Review of World Energy

Variable 7 : la variable temporelle

La question n'est plus celle de la compétition, mais celle de savoir si les deux projets sont mutuellement exclusifs. Il semblerait qu'à court terme ils le sont pour les raisons évoquées tout au long de ce rapport, mais pas nécessairement à long terme, notamment dans le cas d'une croissance importante de la demande en Europe et de l'ouverture du marché iranien.

Variable 8: Les obstacles réglementaires

Nabucco et South Stream doivent tous les deux obtenir une dérogation à l'article 36 de la Directive 2009/73/EC. Les nouvelles grandes infrastructures gazières, peuvent, sur demande, bénéficier d'une dérogation aux règles applicables à une infrastructure gazière quelconque si l'investissement renforce la concurrence dans la fourniture de gaz et améliore la sécurité d'approvisionnement et si le niveau de risque lié à l'investissement est tel que le projet ne peut être réalisé sans dérogation. La nouvelle infrastructure doit appartenir à une personne physique ou morale qui est distincte, au moins sur le plan de la forme juridique, des gestionnaires de réseau dans les réseaux desquels elle sera construite. La dérogation ne doit pas porter atteinte à la concurrence ou au bon fonctionnement du marché intérieur du gaz naturel ni à l'efficacité du fonctionnement du réseau réglementé auquel l'infrastructure est reliée.

Nabucco a déjà obtenu une telle dérogation, qui couvre 50% de la capacité du tuyau dans tous les Etats membres qu'il traverse. Pour cette capacité, les entreprises partenaires sont devenues gestionnaires de réseau, ce qui implique qu'elles doivent ouvrir seulement 50% de la capacité au marché au lieu de 100%.

South Stream n'en est pas encore à ce stade là. Dans le cadre de South Stream, une dérogation doit être demandée aux autorités de régulation bulgare, hongroise et autrichienne, en fonction du trajet final retenu. Le cas de South Stream est néanmoins plus complexe que cela, car une entreprise extra-communautaire détient 50% du projet. Il faut alors une certification spéciale délivrée par les Etats membres de transit à un opérateur extra-communautaire, en occurrence Gazprom, en dehors de la dérogation à l'article 36. D'où l'importance qu'accorde Gazprom à l'obtention du statut de gazoduc d'intérêt européen, comme c'est le cas de Nabucco et de Nord Stream.

Après avoir analysé les différentes variables de faisabilité, nous allons maintenant développer sept différents scénarios dont le but est de donner une image plus claire des perspectives futures des deux projets:

1. Nabucco et South Stream sont tous les deux réalisés.

Probabilité: moyenne forte, mais à des conditions

Cette hypothèse est réalisable à moyen terme et à condition que South Stream soit alimenté par du gaz russe et non par du gaz du Bassin caspien. Les deux ne pourront pas être construits dans le cadre initial, notamment à cause des effets de la crise sur la demande à court terme et sur les capacités de financement des entreprises. A ceci s'ajoute la bulle gazière que connaît actuellement le marché et qui devrait durer au moins jusqu'en 2013. L'horizon 2020-2025 nous semble une hypothèse plus réaliste pour la réalisation de Nabucco et de South Stream. Le fait que les deux aient une forte dimension géo- économique apporte une plus grande probabilité à ce scénario. Néanmoins, celui-ci est réalisable si et seulement si la demande en Europe et sur les marchés de transit repart à la hausse et elle reste haute à moyen terme. De plus, le gaz alimentant South Stream devrait provenir de Russie et non d'Azerbaïdjan ou de Turkménistan. Si tel était le cas, Nabucco ne sera pas construit car il n'est pas viable sans le gaz en provenance de cette région.

2. Ni Nabucco ni South Stream ne se réalisent.

Probabilité: faible.

Ce scénario ne semble pas réalisable, tant la dimension géo- économique derrière les deux projets est forte. Néanmoins, les deux projets ont des difficultés à surmonter. Nabucco doit trouver du gaz. La région de la Caspienne et du Proche Orient possède les ressources nécessaires, mais celles-ci ne seront pas disponibles pour alimenter Nabucco dans les délais impartis par ses promoteurs. L'Azerbaïdjan n'aura pas avant 2016 des capacités disponibles à l'exportation en provenance de Shah Deniz 2. De plus, le gaz azéri pourrait ne pas alimenter Nabucco, tant la compétition est dure avec les autres projets, notamment avec l'ITGI et le TAP, eux-aussi appartenant au Corridor Sud. L'hypothèse de la concurrence russe n'est pas à exclure, car Gazprom semble être prêt à acheter toute la capacité de Shah Deniz 2 au prix du marché européen. Quant au Turkménistan, le pays dispose des ressources et de la capacité

d'exportation plutôt que prévu initialement et cela à cause de la crise. Mais il ne possède pas l'infrastructure. Il existe deux options pour désenclaver le Turkménistan: la solution politique et la solution technique. Il est clair que si la première est retenue, c'est-à-dire le règlement du statut de la Caspienne, sa réalisation demanderait plus de temps que la solution technique qui consiste en la construction d'un gazoduc offshore d'une longueur de 60 kilomètres entre des gisements turkmènes et azéris. Le gaz turkmène pourrait être disponible à court terme si et seulement si une solution pragmatique est trouvée, avec l'accord de deux partenaires de deux côtes de la Caspienne.

Quant au gaz irakien, il serait disponible à moyen terme, pas avant 2015. Nabucco y prendra 23 gm^3 par an au début, en provenance des champs de Chemchemal (20 gm^3) et de Kirkurk. Le gaz irakien pourraient constituer une importante source d'approvisionnement pour Nabucco, qui selon ses promoteurs, serait rentable à partir d'un volume de 16 gm^3 transportés par an. Cependant, il existe des problèmes d'ordre politique interne qu'il faudrait régler auparavant. Il faudrait régler les conflits entre le gouvernement régional du Kurdistan irakien et le gouvernement central ainsi que les questions réglementaires sur les moyens d'exploitation et les capacités dédiées à l'exportation. Plus récemment, Nabucco s'est vu confronté à un problème de gouvernance, car son partenaire allemand RWE négocierait son entrée dans South Stream, chose démentie par Gazprom. Malgré ces problèmes, il semblerait que la crise ait été bénéfique à Nabucco, car elle lui a permis de mieux régler les différents problèmes liés à la recherche de son mix d'approvisionnement.

Quant à South Stream, sa principale difficulté dans le contexte actuel de crise est de se trouver une raison d'être assez forte aux yeux des investisseurs potentiels autre que l'évitement de l'Ukraine. D'une certaine façon, l'alternance au pouvoir à Kiev a desservi South Stream, car l'amélioration des relations russo-ukrainiennes est synonyme d'augmentation de la sécurité énergétique pour l'Europe. Le projet n'a de sens que s'il est pensé dans une perspective stratégique d'évitement de l'Ukraine. Malgré le récent rapprochement russo-ukrainien, il apparaît que la volonté de Moscou d'éliminer le problème de transit ne soit pas remise en cause car les prochaines élections pourraient amener à nouveau un pouvoir pro-occidental au pouvoir et raviver les tensions entre les deux pays. De plus, l'Ukraine est dans la situation de pouvoir adhérer à la Communauté de l'énergie, ce qui n'est pas forcément dans l'intérêt de Moscou, car cela apporterait une transparence supplémentaire aux relations gazières russo-ukrainiennes. Dans ce scénario, le South Stream se fera et il transportera du gaz de substitution qui ne transitera plus par l'Ukraine.

3. Nabucco se réalise, South Stream est abandonné.

Probabilité: faible, soumise à certaines conditions.

Dans ce scénario, Nabucco se réalise, mais avec un certain retard, compte tenu des difficultés liées à la recherche du mix d'approvisionnement. D'un autre côté, South Stream prendra aussi du retard, compte tenu du fait que l'étude de faisabilité n'est pas encore prête et que la demande européenne ne repartira pas à la hausse avant 2013. Nabucco pourrait prendre l'ascendant sur South Stream si la crise dure trop longtemps pour que les partenaires de Gazprom veuillent investir dans un projet cher et qui risque de ne pas apporter les bénéfices escomptés. Dans un contexte de sortie de crise, Nabucco possède plusieurs atouts : il apporte une quantité moindre de gaz, seulement 31 gm³ contre les 63 gm³ de South Stream et a un coût moindre comparé à celui de son concurrent. South Stream, même s'il pouvait être rentable à long terme, il nécessite un important investissement de départ et cela pourrait constituer un frein dans la poursuite du projet. Pour que South Stream soit abandonné, il faudrait que la crise dure et que la reprise de la demande gazière se fasse attendre.

4. Nabucco est réalisé South Stream est retardé.

Probabilité : moyenne.

Dans ce scénario, Nabucco serait réalisé avant South Stream. C'est une option qui n'est envisageable qu'à la condition que la crise dure, comme évoqué plus haut. Comme South Stream a une forte dimension géo- économique, Gazprom n'abandonnera pas son projet, mais remettra à plus tard sa réalisation. Gazpom n'a aucun intérêt à investir massivement dans un projet qui apporte du gaz supplémentaire sur des marchés déjà saturés, surtout que les relations avec l'Ukraine se sont stabilisées à court terme. De plus, des questions réglementaires, comme l'obtention d'une dérogation à l'article 36 demanderont un délai supplémentaire.

5. South Stream est réalisé, Nabucco est abandonné.

Probabilité: faible, soumise à des conditions.

Ce scénario n'est réalisable que si Nabucco n'avait pas accès au gaz de Shah Deniz 2 et de Turkménistan. Le soutien plein et entier de ses partenaires, notamment de l'Allemand RWE est également nécessaire pour la poursuite du projet. Nabucco est un projet économique

à forte dimension géopolitique. Malgré cela, ce sont les entreprises qui prendront la dimension d'investissement. Nabucco ne se fera pas que s'il est économiquement viable. Cependant, le projet peut compter sur le soutien politique des institutions européennes, notamment sur celui de la Commission qui l'a érigé en symbole de la politique énergétique externe de l'UE, pour le faire avancer, sans pour autant lui en ôter sa composante économique.

6. South Stream est réalisé, Nabucco est retardé.

Probabilité: faible.

Dans ce scénario, South Stream sera réalisé avant Nabucco, qui sera retardé, à cause de ses difficultés à trouver des sources d'approvisionnement suffisantes dans les délais impartis. Néanmoins, South Stream a peu de chances d'aboutir avant Nabucco. Le projet est trop grandiose pour des temps de crise. De plus, la mise en route de Nord Stream ne lui est pas favorable, car des capacités supplémentaires seront disponibles à l'horizon 2011 sur un marché européen où la demande a fortement baissé et dont les opérateurs sont moins friands de gaz de gazoduc, plus cher actuellement que le marché spot.

7. Fusion de Nabucco et de South Stream.

Probabilité: faible.

Cette hypothèse a été évoquée par des nombreux analystes et même par des praticiens, comme Paolo Scaroni, le P-DG d'ENI. Elle n'est valable que dans la mesure où les deux projets perdent leur dimension politique et qu'il y a une forte volonté de coopération entre l'UE, ses Etats membres et la Russie. Cependant, s'il y a fusion, l'option Blue Stream 2 serait plus intéressante que celle offerte par South Stream, parce que plus intéressante financièrement. Si fusion il y a, la question serait de savoir où ces deux gazoducs pourraient fusionner. Est-ce en Turquie ? Si tel est le cas, cela donnera beaucoup de poids à ce pays, chose que Moscou, comme plusieurs États membres de l'UE, semblent vouloir éviter.

